

Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914) : esquisse pour un état des lieux

L'image est bien connue. La France des terroirs du XIX^e siècle ressemblait à cette marqueterie sociale et paysagère que les deux orphelins lorrains, André et Julien, quittant Phalsbourg à l'automne 1871, découvrirent au cours d'un voyage initiatique – et avec eux des millions d'écoliers apprenant à lire dans *Le Tour de la France par deux enfants*. Lesté d'une pédagogie de la nation et d'une vision de la République (un couronnement de l'histoire du pays), l'ouvrage eut d'autant plus de succès qu'il proposait une version conciliatrice et dépolitisée de la France célébrée dans son unité. Au moment de sa première parution, en 1877, partisans d'un pouvoir d'allure autoritaire et d'influence cléricale et défenseurs d'une République qui saurait tourner définitivement la page de la monarchie et de l'empire s'affrontaient après que le chef de l'État, le très conservateur Mac-Mahon, eut décidé, le 25 juin, de dissoudre une Chambre des députés majoritairement tenue par les républicains depuis les élections de février 1876. En maints endroits, la campagne électorale entre les pourfendeurs de l'Ordre moral et ses promoteurs fit rage.

Les résultats du scrutin crucial d'octobre 1877 qui devait infléchir la nature du régime attestent au moins trois choses. En premier lieu, un très fort investissement démocratique (un taux d'abstention de 20 %) qui traduisait la mobilisation massive quoique hétérogène des ruraux : respectivement 65,1 % et 80,7 % des électeurs des communes rurales de la Creuse et de la Corrèze déposèrent un bulletin au chef-lieu de leur circonscription. En second lieu, l'affirmation, au cours d'une de ces élections de crise qui scandèrent l'histoire politique – à l'instar de celles de 1849, 1889, 1902, par exemple –, d'une multitude de clivages partisans dont l'aspect proprement idéologique (l'opposition des républicains et des réactionnaires, pour reprendre la terminologie des administrateurs favorables au régime) recouvrait une variété de configurations locales. Se ranger dans le camp de la République pouvait relever aussi bien d'une conviction individuelle et militante, entretenue parfois par une mémoire familiale et/ou collective, que d'une instrumentalisation des grandes questions nationales à des fins exclusivement personnelles. À Mazières-en-Gâtine, dans les Deux-Sèvres, les enjeux du moment interférèrent avec la lutte pour le contrôle du pouvoir local à laquelle se livraient deux hommes désireux d'incarner la petite commune (500 habitants) : le châtelain, monsieur de Tusseau, élu à la tête de la municipalité depuis 1871 grâce à l'appui du clergé et au soutien de ses fermiers, et Eugène Proust, un rentier anticlérical qui, en organisant un dépôt de journaux dans le bourg, avait permis à certains habitants de se familiariser avec les discours de Gambetta. Cette consultation consacrait, enfin, une répartition des suffrages qui, dans une démocratie d'opinion (elle était pensée comme telle), devait sanctionner des appartenances à des courants idéologiques et permettre aux principaux leaders de jauger ainsi la qualité de leur électorat. Proportionnée aux « choix » qu'ils étaient fermement invités à accomplir, la capacité politique des ruraux était soit louée, soit niée. Pour les légitimistes de la Mayenne, l'attitude des milliers de villageois qui avaient refusé la soi-disant subversion des doctrines nouvelles témoignait de leur attachement au modèle de société que la noblesse avait construit et imposé tout au long du XIX^e siècle (une contre-société rurale à la croisée d'un traditionalisme social et d'une modernisation de l'agriculture sur le modèle de l'Angleterre verte). Dans les milieux républicains, la perception était tout autre : la subordination des paysans à leurs autorités traditionnelles et leur inculture politique – l'ignorance des formes possibles du consentement était grande – supposaient de ne pas abandonner la lutte et d'œuvrer davantage pour gagner la faveur de ces électeurs récalcitrants. Mac-Mahon fut désavoué par une majorité de Français le 14 octobre. Le sort du régime né de la déroute de l'été 1870 était provisoirement scellé.

L'exemple de cet épisode bien connu de la conquête de la République par des républicains, qui avaient décidé de convertir les campagnes au moyen du bulletin de vote après les déconvenues de la Seconde République et de l'Empire – nombre de ruraux avaient fait le choix de Bonaparte contre Marianne –, n'a qu'un but : souligner la multiplicité des questions qui entourent l'analyse et la compréhension des processus de politisation dans les campagnes françaises. Complexité : tel pourrait être, en effet, le qualificatif le plus opportun pour essayer d'expliquer « comment la politique vint aux paysans »¹ ; l'expression empruntée à Eugen Weber méritant à elle seule une discussion quant à sa façon de postuler implicitement l'aboutissement d'une mutation qui aurait transformé des populations rurales demeurées dans un état pré-politique en des citoyens pensants et agissants.

Les équivoques de la politisation

Les raisons qui poussent à parler de complexité sont nombreuses. Elles se superposent et se chevauchent, et incitent, au préalable, à un effort de clarification. Plusieurs constatations nous y aideront.

Première observation : la complexité des processus de politisation tient à la complexification de leurs approches

Le temps de l'analyse monodisciplinaire que valorisèrent dans les années 1960 et 1970 les travaux des écoles historiques française et anglo-saxonne² est désormais révolu. Aux apports scientifiques incontestables – et incontestés – de ses pionniers se sont ajoutées, dans les deux décennies qui suivirent, les interprétations de chercheurs en sciences sociales (politistes, socio-historiens) dont les positions épistémologiques, qui n'allèrent pas sans une critique quelquefois féroce de l'empirisme des historiens, ont nourri un renouvellement des points de vue et abouti à un enrichissement des hypothèses et des conclusions. L'histoire éclatée de la politique au village rend compte tout autant de la structuration du champ intellectuel de ces quarante dernières années – se démarquer pour exister au risque d'un retranchement disciplinaire³ – que d'une compréhension beaucoup plus fine de processus lisibles à travers l'élargissement des horizons scientifiques et la construction de nouveaux objets. Il est désormais difficile pour qui s'intéresse à ces questions de ne pas relier les conditions (économiques, sociales, culturelles) de production d'une opinion – conçue, fréquemment, comme le révélateur définitif d'une citoyenneté politique pleine et entière – aux conditions d'émergence d'un ordre démocratique et à son affermissement.

Deuxième observation : les divergences nées de l'interprétation des processus de politisation dépendent aussi de sa définition, de ses présupposés et des malentendus afférents

¹ Weber Eugen, « Comment la politique vint aux paysans », *Ma France*, Paris, Éditions Fayard, 1991, p. 211-254.

² Nous renvoyons à l'article classique de Gilles Pécout, « La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et Sociétés rurales*, n° 2, 2^e semestre 1994, p. 91-125.

³ On notera que les contributions du colloque de Rome publiées sous le titre : *La politisation des campagnes au XIX^e siècle, France, Italie, Espagne, Portugal. Actes du Colloque international organisé par l'École française de Rome en collaboration avec l'École normale supérieure (Paris), l'Universitat de Girona et l'Università degli studi della Tuscia-Viterbo, Rome, 20-22 février 1997*, Rome, École française de Rome, 2000, sont exclusivement signées par des historiens.

« Pénétration dans les campagnes (...) de la politique *moderne*, la nôtre, c'est-à-dire, en termes précis, la démocratie libérale »⁴ selon Maurice Agulhon, « prise de conscience [des sociétés rurales] qu'il existe des solutions de remplacement, qu'il est possible de choisir, que les activités " politiques " ne concernent pas des idées abstraites, mais sont étroitement liées à des préoccupations économiques et sociales, personnelles et immédiates »⁵ pour Eugen Weber, la politisation, d'après Bernard Lacroix, ne saurait être conçue seulement « comme l'acquisition d'une compétence politique par le citoyen » mais plus exactement « comme le résultat de l'imposition de la " politique démocratique " par ceux qui l'ont inventée à leur bénéfice, à ceux qui n'ont part au jeu qu'au titre de ressources dans la conquête des trophées propres au marché électoral »⁶. Outre que la querelle des mots impose des partages « doctrinaires », des malentendus lourds de conséquences⁷ et des conclusions quelquefois difficilement conciliables, elle permet aussi de mesurer l'étendue des acceptions d'une notion aux contours mouvants et, par conséquent, l'étendue des domaines d'investigation. Il ne s'agit pas ici de valider telle définition plutôt que telle autre mais de faire le point sur ce qui semble acquis (quand bien même des discussions restent toujours possibles).

La période tout d'abord. Les années 1830-1914 furent marquées par la dilatation d'un champ politique que consacrèrent et le primat de l'élection dans la légitimation de la conquête de certains pouvoirs locaux et nationaux et l'organisation de forces politiques de plus en plus structurées (formes partisans, professionnalisation de l'homme politique). Placé sous le signe de l'interprétation (favorable ou défavorable) de la Révolution française, le combat idéologique entre les tenants du modèle républicain et ceux qui se fédérèrent contre lui se déroula aussi sur fond de socialisation politique, d'apprentissage des mécanismes de la démocratie, de rationalisation de l'entreprise électorale. La « transition démocratique »⁸, pour reprendre l'expression de Gilles Pécout, supposa tout autant l'acquisition d'un savoir et d'une pratique spécifiques – le vote se justifiait aussi par un apprentissage et une inculcation des règles du jeu électoral –, la familiarisation du citoyen avec une terminologie nationale – et son identification possible à certaines de ses catégories –, l'acceptation d'un ordre démocratique qui organisait la frontière entre les formes légales de l'action politique et celles qui ne l'étaient pas – la disqualification de certains conflits était posée.

La politique des paysans, ensuite. Entendue *a maxima* comme un système de valeurs, de normes, de références – une vision du monde si l'on veut – dont sont porteurs des individus et des collectivités prêts à le promouvoir ou à le défendre, la politique aurait – par essence – toujours fait partie intégrante du quotidien des ruraux. Entendue *a minima* comme une (ré)invention de l'utopie démocratique au XVIII^e siècle et un répertoire d'idées et d'actions à vocation plus ou moins universelle dont la Révolution française aurait constitué le premier laboratoire, la politique sous ses aspects théorique et abstrait aurait peu à voir avec les paysans. Vision essentialiste d'un côté, vision restrictive – d'aucuns diraient relativiste – de l'autre. L'opposition quelque peu caricaturale qui fait que certains tiennent pour infrapolitiques des faits et des gestes que d'autres qualifient volontiers de politiques – les révoltes frumentaires, par exemple – risque d'occulter ce qui est au cœur même des processus de politisation : une succession d'interactions mettant en jeu et en œuvre des logiques

⁴ Agulhon Maurice, « Présentation », *La politisation des campagnes au XIX^e siècle, France, Italie, Espagne, Portugal. Actes du Colloque international (...)*, op. cit., p. 1-11, p. 2.

⁵ Weber Eugen, op. cit., p. 213.

⁶ Lacroix Bernard, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », Grawitz Madeleine et Leca Jean (dir.), *Traité de science politique*, volume 1 : *La science politique science sociale. L'ordre politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, p. 469-565, p. 530 et 538. On complétera utilement avec l'ouvrage collectif dirigé par Jacques Lagroye, *La politisation*, Paris, Éditions Belin, 2003.

⁷ On se référera à l'article de Maurice Agulhon, « " La République au village " : quoi de neuf ? », *Provence historique*, tome XLVIII, octobre-décembre 1998, p. 423-433.

⁸ Pécout Gilles, art. cit., p. 92.

endogènes (individuelles ou collectives), conditionnées par une histoire plus ou moins lointaine, et des facteurs exogènes attestant une porosité ou une résistance des communautés et des hommes aux enjeux du moment. La flambée contestataire qui naquit dans de nombreux départements, dans les jours et les semaines qui suivirent l'annonce de la révolution parisienne de février 1848, n'eut ni la même forme ni la même morphologie ni les mêmes résonances partout. Elle ne répondit pas non plus aux mêmes attentes. Renouant avec les attitudes forgées au cours des très nombreux et très anciens mouvements de revendication agraire, des habitants des communes rurales du bas Dauphiné, de la Drôme ou du Vaucluse, se retournèrent contre des notables pour exiger le rétablissement des anciens droits d'usage abolis en général sur leur proposition. La vacance du pouvoir attisa aussi dans les campagnes du sud-ouest de la France bien des convoitises. Pour des ruraux solidement attachés à l'autonomie de leur communauté, fidèles à la tradition de lutte contre les incursions extérieures, l'époque permettait opportunément d'imaginer un desserrement de l'emprise de l'État. La carte des départements qui refusèrent la levée de l'impôt exceptionnel des quarante-cinq centimes révèle ainsi de troublantes similitudes avec celle des mouvements paysans que la monarchie de Louis XIV avait réprimés avec férocité. L'arrière-plan des grandes révoltes du XVII^e siècle (Croquants des communes du Quercy, d'Angoumois et de Saintonge) pesait toujours sur les représentations des rébellionnaires des siècles suivants.

L'éventail des attitudes du printemps 1848 suggère ainsi toute la difficulté qu'il y a à enfermer la notion même de politisation dans une définition stricte et indiscutable. Retenons toutefois, pour éviter toute incapacité à conclure, quelques éléments déterminants. Produit d'une histoire pluriséculaire, une « politique du peuple »⁹ des campagnes, réductible à un faisceau d'idées, de sentiments et de notions partagés par la plupart de ses membres – antifiscalisme, autonomie communautaire, attachement à la petite patrie –, trouva à s'épanouir et à se recomposer à l'intérieur d'un ordre démocratique qui s'imposa avec le temps. La politisation ne se réduit donc pas à la substitution d'un modèle à un autre ou à l'éradication de pratiques archaïques. Elle ressemble bien davantage à une métamorphose des attitudes et des comportements dans un champ politique en évolution ou, pour le dire autrement, à une zone de contact – ce qui suppose une réciprocité des influences – entre les nouveaux cadres de la démocratie et des expériences anciennes. Cette métamorphose qui participa entre 1830 et 1914 au renforcement des interventions de l'État dans le tissu social, à l'introduction de normes inédites dans la société rurale, à une intégration des territoires locaux à l'espace national, à l'affirmation d'une démocratie de gouvernés – on songe à la politisation du discours de la contestation frumentaire sous la monarchie de Juillet finissante –, put prendre des formes différentes en plus de la voie d'accès classique à la citoyenneté politique par l'utilisation du droit de vote. Citons parmi ces formes : un alignement des conflits endémiques qui perturbaient les microcosmes – l'opposition traditionnelle du maire et du curé à propos de la sonnerie des cloches, par exemple, ou de la détention des clés du clocher – sur des catégories du débat idéologique partisan, alignement qui, en retour, nourrissait et actualisait de vieux clivages ; une inflexion des discours et des interventions des porte-parole élus (députés, maires) en fonction des attentes – ou ce qu'ils imaginaient être les attentes – de leur électorat. Les premières victoires des socialistes dans les campagnes varoises à l'extrême fin du XIX^e siècle – les paysans de l'arrondissement de Draguignan élurent leur premier député socialiste en 1898 – furent rendues possibles par la prudence dont firent preuve certains représentants du Parti ouvrier de France dès le Congrès de Marseille (1892). En atténuant le caractère urbain et prolétaire de l'idéologie au profit d'un programme plus flou, ajusté au monde rural, respectueux de la petite propriété, les guesdistes s'étaient placés en

⁹ Dupuy Roger, *La politique du peuple, XVIII^e-XX^e siècle. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Éditions Albin Michel, 2002.

position de séduire les campagnes grâce à l'accent mis sur la nécessité de bâtir rapidement une démocratie agraire.

Troisième et dernière observation : les chemins de la politisation dépendirent des cheminements de la politisation

À la marqueterie rurale que découvrirent, littérairement et pédagogiquement sous la plume d'Augustine Fouillée *alias* Giordano Bruno, les deux petits Lorrains en 1877 se superpose une mosaïque de comportements et d'attitudes politiques. Fruit de différents processus de politisation – patronage démocratique, sociabilité instrumentale, utilisation du fait communautaire –, elle invite à se pencher sur les rythmes et les aléas de cette dynamique. Fréquemment prisonniers d'une perception génétique de l'histoire de l'ordre démocratique, de sa préhistoire à sa naturalisation puis à son accomplissement dans la synthèse républicaine de la Troisième République, nombreux sont les historiens qui ont été amenés à insister non seulement sur les causes de sa naissance et de son enracinement mais aussi sur la chronologie de son avènement. Cette quête des origines – la « découverte de la politique »¹⁰ se ferait pour certains sous la Révolution, pour d'autres sous la Seconde République et pour d'autres encore à partir des années 1870-1880 – a le mérite d'attirer l'attention sur trois points : la question de l'aboutissement des processus, le rôle éminent de la contextualisation, la nécessité de réfléchir en terme de configuration.

Sur le premier point, l'homogénéisation relative des conditions ayant favorisé, au temps de la République des Opportunistes, l'inscription des individus dans un champ politique national – ancrage démocratique, alphabétisation, insertion habituelle des cellules locales dans une économie ouverte faite d'échanges de plus en plus nombreux, désenclavement –, facilita une acculturation politique en profondeur et contribua fréquemment à un ébranlement des structures qui avaient conduit à certaines formes de politisation. Le gauchissement de la représentation parlementaire dans la région de Lamballe-Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) à la fin du XIX^e siècle aurait procédé d'un affaiblissement de la tutelle de l'Église, d'une consolidation de la classe des petits propriétaires, d'une multiplication des contacts avec les petites villes. Si cette homogénéisation atténua, en apparence tout au moins pour les observateurs les plus avertis de l'opinion, la distinction entre des communes qui avaient témoigné, dès la Seconde République, d'orientations idéologiques clairement affirmées et les communes qui semblaient être restées en deçà, elle ne prescrivit pas pour autant une uniformisation des modes de politisation. Hippolyte Gayraud, un dominicain qui avait quitté les ordres pour se consacrer à la propagande de la doctrine sociale de l'Église, dut sa victoire, lors de l'élection partielle du 24 janvier 1897 dans la troisième circonscription de Brest, à deux choses au moins : la campagne très active qu'il mena sur le terrain en direction de ses futurs commettants du Finistère ; le soutien d'un bas clergé fidèle au Ralliement de Léon XIII et qui avait compris tout l'intérêt qu'il avait à politiser la consultation – briser l'alliance traditionnelle avec les châteaux pour gagner en autonomie, jouer sa propre partition, et réaffirmer son pouvoir – en misant sur le très fort unanimité communautaire, les sentiments antinobiliaires d'une petite paysannerie propriétaire et l'attachement de cette dernière à la religion.

Les chronologies de la politisation nécessitent ensuite que l'on s'intéresse aux contextes qui la favorisèrent et dans lesquels elle prit forme. On ne peut que reconnaître à André Siegfried le mérite d'avoir essayé d'élucider dans ses travaux pionniers de sociologie et

¹⁰ Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Michel Vovelle, *La découverte de la politique. Géopolitique de la Révolution française*, Paris, Éditions La Découverte, 1993.

de géographie électorales le « mystère du ministère »¹¹. Reste qu'en cherchant, dans son *Tableau politique de la France de l'Ouest*¹² (1913) puis dans sa monographie de l'Ardèche sous la Troisième République (1949), à établir des corrélations entre les « tempéraments politiques » et le socle socio-économique et culturel des populations de votants qu'il étudia, il tendit à minorer une composante déterminante des processus de politisation : le temps. Il n'est pas besoin de souligner ici le rôle matriciel de la Révolution française – que l'on songe au jacobinisme rural, par exemple – et les comportements qu'elle induisit tout au long du XIX^e siècle en fonction des interprétations que stimula la lecture de ce passé considéré ou comme glorieux ou comme malheureux. Si des structures foncières déterminèrent telle inclination plutôt que telle autre, certains « événements » suscitèrent aussi – en complément ou en contradiction – des partages idéologiques tout aussi importants. Les quelque cinquante syndicats agricoles qui émergèrent dans l'Allier entre 1904 et 1911 le firent dans un département où les métayers, qui constituaient toujours la majorité de la population rurale avant la guerre de 1914-1918 – les grandes propriétés de plus de 100 hectares occupaient plus de 50 % du sol –, s'étaient prononcés en faveur des Montagnards en mai 1849 (les démocrates-socialistes avaient récolté 44 % des suffrages dans le département) et des républicains en 1876 (les six députés appartenaient à cette mouvance). Qualifiée par Karl Marx de « coup d'État des paysans »¹³, considérée par Alain Corbin comme l'une des « premières manifestations des ruraux en politique »¹⁴, l'élection du 10 décembre 1848 fait partie de ces épisodes d'envergure nationale qui brouillent les cartes et amènent à ne jamais négliger le rôle de la conjoncture dans la compréhension des ferments de la politisation. Le ralliement massif des paysans à Louis-Napoléon Bonaparte – le canton de Lucenais-l'Évêque dans le Morvan lui accorda 90 % des voix, celui de Vandœuvre dans l'Aube 94 % –, qui ne se démentit pas sous l'Empire dans la plupart des régions où sa candidature quarante-huitarde avait éveillé un engouement électoral, transcenda les seuls rapports de force et de classes dépendant des structures économiques et des hiérarchies sociales. Pour des motifs variés : un désir d'affranchissement des petits tenanciers et des propriétaires de la Beauce et de la Brie à l'égard de grands notables qui avaient appelé à voter Cavaignac ; la prise de distance, dans les fiefs les plus républicains du Gers et des Basses-Pyrénées, à l'égard d'une République qui semblait trahir ses engagements (en premier lieu, le soulagement les petits) ; l'empreinte de la légende impériale qui n'avait cessé, au cours des trente dernières années, d'imprégner la société. Si, à l'instar de la fièvre boulangiste (1886-1889) – à la différence de la geste bonapartiste, elle ne parvint pas beaucoup à mobiliser les campagnes¹⁵ –, toutes les grandes ruptures politiques ne suscitèrent pas un profond écho et furent encore moins à l'origine de traditions politiques, force est de constater que quelques-unes parmi elles rencontrèrent des aspirations populaires et transcendèrent les résultats tenus pour évidents d'après certaines équations classiques de la politisation (grande propriété, vote conservateur ; petite propriété, inclination démocratique).

Objectivables à condition d'opérer une recontextualisation, les processus de politisation supposent enfin d'être étudiés en prêtant attention aux configurations. C'est dans cette optique que le changement de focale et l'analyse à l'échelle de la micro-*polis* s'avèrent riches d'enseignements. Comment comprendre sinon l'existence de ces communes bleues qui trouaient un bocage vendéen incarnant, au cours du siècle, la résistance d'un bastion clérico-

¹¹ Bourdieu Pierre, « Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la "volonté générale" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 140, décembre 2001, p. 7-11.

¹² Siegfried André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Éditions de l'Imprimerie nationale, 1995.

¹³ Marx Karl, *Les luttes de classes en France, 1848-1850*, Paris, Messidor/Éditions sociales, 1984 [1895], p. 125.

¹⁴ Corbin Alain, *Archaisme et modernité en Limousin au XIX^e siècle, 1845-1880*, 2 tomes, tome 2 : *La naissance d'une tradition de gauche*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1998 [1975], p. 1004.

¹⁵ Voir l'ouvrage de Michael Burns, *Rural Society and French Politics. Boulangism and the Dreyfus Affair, 1886-1900*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 88-117 en particulier.

monarchiste aux tentatives de conversion républicaine ? Comment discerner dans le meurtre qui se commit à Hautefaye (Dordogne)¹⁶, le 16 août 1870, l'attachement des paysans à Napoléon III sans tenir compte du système de représentation des ruraux ou des mécanismes de la rumeur ? Accusé d'avoir crié « Vive la République », à un moment où la célébration de la fête de l'Empereur (15 août) et les inquiétudes nées de la guerre contre la Prusse se télescopaient, Alain de Monéys, dont la famille détenait 80 hectares dans la commune, fut supplicié pendant deux heures sur le foirail avant que son corps ne soit brûlé. Meurtre anachronique dans un pays gagné par le dépérissement des violences collectives, l'affaire ne se résuma pourtant pas à un holocauste commis devant une large foule (entre 300 et 800 personnes selon les estimations) par des brutes ensauvagées. Répondant à une conjoncture de crise, l'assassinat fut aussi et surtout pour ceux qui le commirent – des hommes dont l'imaginaire social avait été colonisé par la haine de la noblesse sous l'influence d'une bourgeoisie rurale soucieuse de détourner l'attention des paysans vers une des figures familières de l'ennemi – un moyen de conjurer l'angoisse qui montait. Sacrifié pour avoir été perçu comme un adversaire d'un régime qu'ils avaient toujours appuyé, le périgourdin de 32 ans périt au nom d'une logique politique et sociale qui révéla, à cette occasion, la solidité et la complexité des liens unissant des provinciaux à une idée – le bonapartisme sous sa forme pratique (l'autorité et la prospérité) – et à celui qui l'incarnait. Comment décrypter, enfin – ce sera notre dernier exemple –, le comportement de ces paysans de Compreignac (canton de Nantiat) qui témoignèrent, d'élection en élection, de leur indéfectible attachement à une filiation rouge ? C'est tout le mérite de Pierre Vallin, en fourbissant les armes de l'anthropologie historique, d'avoir cherché à expliciter les causes, les formes, les évolutions et la consistance d'un ralliement politique dans une commune rurale (un peu plus de 2 000 habitants) de la Haute-Vienne. Les élections législatives du printemps 1914 y marquèrent le triomphe du socialisme. À l'exception de l'Allier, aucun département n'assura, en effet, un tel succès à l'extrême-gauche (4 des 5 députés appartenaient à la S.F.I.O.). Reste que l'adhésion au socialisme ne cristallisa pas partout les mêmes attentes. Si à Nantiat, au chef-lieu d'un canton qui faisait figure de vieille terre d'implantation radicale et de tradition anticléricale, la propagande des « nouveaux » rouges réactiva la très forte animosité des petits contre les gros, elle ne trouva, à en croire Pierre Vallin, que bien peu d'écho à Compreignac. Le passage du radicalisme au socialisme, dans cette petite société aux hiérarchies sociales atténuées, aurait moins répondu à un « grand soir » paysan qu'à la réaffirmation d'une identité rurale. Voter pour le parti le plus avancé, c'était d'abord affirmer son attachement à sa collectivité, renouer avec les fils d'un passé de luttes, ne pas trahir l'histoire sur laquelle le fantôme heureux de la Révolution n'avait cessé de peser – dans la section de Compreignac, la liste montagnarde avait obtenu plus de 85 % des suffrages en mai 1849. Paradoxalement, la nouvelle inflexion à gauche témoignait d'un vote de tradition et d'une commune unanimement attachée au *statu quo*.

Modèles de politisation

Les processus de politisation ont donné matière à des interprétations à portée suffisamment généralisatrice pour qu'ils apparaissent comme des modèles historiographiques concurrents. Si leur étude recèle des oppositions, elle atteste plus souvent que leurs divergences de façade et leur antinomie proclamée ne le laisseraient entendre, des complémentarités.

¹⁶ Pour des précisions supplémentaires sur l'affaire de Hautefaye, on se reportera à l'analyse magistrale qu'a donnée Alain Corbin dans *Le village des « cannibales »*, Paris, Éditions Flammarion, collection Champs, 1995 [1990].

*La descente de la politique vers les masses*¹⁷

L'expression a fait couler beaucoup d'encre. Entête d'un des chapitres de *La République au village*, elle a valu à son auteur, Maurice Agulhon, autant de louanges que de critiques. Pour certains, l'hypothèse selon laquelle des relais sociaux et culturels à l'intérieur des gros villages urbanisés de la basse Provence avaient accompagné la transformation d'un département blanc au sortir de l'Empire en un département rouge sous la Seconde République eut – et a toujours – valeur d'exemple. D'autres y ont vu, au contraire, la concrétisation la plus aboutie de la thèse du diffusionnisme politique qui, à force de scruter les chaînons de la politisation par le haut – sous la forme de ces nappes d'idéologies se répandant dans l'espace social –, aurait négligé les capacités de réaction et de résistance des populations à une idéologisation portée par une infime minorité d'agents. Discutées encore de nos jours – ce qui prouve, implicitement s'il en était besoin, la qualité de la démonstration –, les conclusions du maître-livre ne se résument pas à ces approches caricaturées quelquefois. La mutation politique des communautés villageoises ne ressembla en rien à une imposition autoritaire d'un système de valeurs. Elle fut une rencontre entre un complexe d'idées et d'idéaux présents dans le champ politique national, incarné par des individus sur le terrain, et des aspirations populaires, quand bien même celles-ci étaient diffuses, informelles et ressemblaient davantage à des « traits de mentalité ». Passeurs de l'idée démocratique, les petits bourgeois des bourgs provençaux le furent aisément pour deux raisons : ils partageaient avec les ruraux une proximité géographique et sociale – l'absence des grands notables limitait certains liens de dépendance, l'importance numérique des petits propriétaires et des artisans amenuisait les distinctions – ; ils surent traduire des dispositions vernaculaires – un état d'esprit imprégné d'égalitarisme et une détestation des tutelles de toutes sortes – et faciliter ainsi les ralliements à la cause du « parti » qui serait capable de matérialiser dès 1848, et surtout en 1849, ce qui allait devenir *leur opinion*¹⁸. La politisation à gauche des Varois, qui entraîna certains parmi eux à prendre les armes en décembre 1851 pour défendre la « Bonne République » – 42,6 % des 3 147 inculpés prévenus d'insurrection qui passèrent devant la commission mixte à partir de février 1852 appartenaient au monde de la terre –, fut donc le fruit d'une maturation plutôt rapide dont le patronage démocratique et l'associationnisme – les chambrées – créèrent en partie les conditions de possibilité de ladite politisation.

Au-delà des particularités locales qui amenèrent Maurice Agulhon à minorer la généralisation de certaines de ses analyses¹⁹, ce modèle de politisation par induction a le mérite de s'attarder sur les effets des vecteurs (internes ou extérieurs aux communautés) susceptibles d'intervenir dans les processus d'incubation politique. Aussi avons-nous été tenté, pour une commodité d'exposition, et un peu artificiellement sans doute, de rattacher à ce paradigme les initiatives qui participèrent à cette dimension exogène de la formation de l'opinion. Il est bien évidemment impossible de rendre compte de la diversité des opérations menées dans le but de favoriser une impulsion décisive. Constitutives de la nationalisation du champ politique et de son extension par intégration des individus en son sein, les activités des minorités agissantes, la création des associations et des sociétés – ou leur transformation dans

¹⁷ Agulhon Maurice, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la II^e République*, Paris, Éditions du Seuil, 1979 [1970], p. 259.

¹⁸ C'est nous qui soulignons... en renvoyant à l'introduction de la seconde édition de *La République au village* (1979) : « En un mot : nos paysans de Baudinard votaient comme Ledru-Rollin et Victor Hugo ; l'opinion publique est ce qu'ils avaient en commun avec ces grands bourgeois de haute culture, la mentalité politique est au contraire ce qu'ils avaient de distinctif : un monde ! », op. cit., p. v.

¹⁹ Agulhon Maurice, « 1848, le suffrage universel et la politisation des campagnes françaises », *Histoire vagabonde*, volume 3 : *La politique en France d'hier à aujourd'hui*, Paris, Éditions Gallimard, 1996, p. 61-82.

un contexte défini –, l'utilisation du registre de la fête et des cérémonies²⁰, devaient aboutir, d'après leurs promoteurs, à une politisation par conversion, capillarité ou imitation. Qu'en fut-il exactement ?

Le militant bravant la surveillance des pouvoirs en place, cheminant de village en village, participant à des réunions, suscitant la prise de conscience, fait incontestablement partie des grandes figures du prosélytisme politique. Ses pratiques en disent autant sur la force de ses convictions que sur ses aptitudes à indexer ou non son discours sur des préoccupations locales. Quant à l'efficacité de sa propagande, eu égard à la perception et à la réception dont il était l'objet, seules des études de cas permettent d'en deviner les prouesses ou les ratés. L'échec des premiers pas d'un socialisme paysan dans le Loir-et-Cher au début des années 1890 incita certains de ses défenseurs les plus ardents à envisager de développer des tournées dans les campagnes. C'est parce que Rozier aurait quadrillé le Blésois et le Vendômois en 1894 que la plupart des bûcherons de la rive gauche de la Loire se seraient, si l'on en croit Georges Dupeux, syndiqués dans la foulée. Le désir d'« aller au peuple » présida pareillement aux desseins de certains sillonnistes. Dans le diocèse de Rouen, le 17 février 1907, trois jeunes gens s'installaient dans la salle d'un café de Baons-le-Comte pour faire connaître, à l'aide des chansons de Colas et de Botrel, le programme politique et religieux du mouvement de Marc Sangnier auquel ils appartenaient. Plus tôt dans le siècle, les revers des socialistes dans les campagnes proches de Limoges ne furent pas imputables à l'inertie des militants. Bien au contraire. Dès mars 1848, des émissaires de la grande ville, dont une partie du prolétariat porcelainier avait été gagné sous la monarchie de Juillet par les idées de Saint-Simon puis par celles de Pierre Leroux, avaient réuni les paysans dans les châtaigneraies afin de les endoctriner en patois. Les sentiments d'hostilité qu'éprouvaient alors les ruraux à l'égard de la ville, siège de l'administration, des agents du fisc, des propriétaires ou des gardes nationales bourgeoises, eurent raison de leurs tactiques. Il fallut attendre 1849 pour qu'une paysannerie écrasée par la misère et encadrée par les comités électoraux démocrates-socialistes se révèle plus ouverte aux idéologies nouvelles.

Le tableau serait encore plus incomplet si l'on omettait d'ajouter aux initiatives extérieures le militantisme intérieur. Ses formes furent aussi variées que le furent les motivations qui conduisirent des individus à afficher, au sein de leur commune, des opinions tranchées : bourgeois louis-philippard, anticlérical et épris de modernité, à la façon du pharmacien de Yonville que Flaubert campa dans *Madame Bovary* (1857) sous les traits de Monsieur Homais ; médecin de campagne, à l'exemple du docteur Guyon, influencé par Raspail, qui se fit élire maire de Bonnétable (Sarthe) en 1846 et profita de la liberté offerte par la Seconde République pour vendre chaque mois à sa clientèle rurale entre 150 et 200 exemplaires d'un journal fondé en février 1849, *Le Bonhomme Manceau* ; noyaux rouges des villages berrichons cultivant en secret, jusqu'au milieu des années 1860, la mémoire des insurgés qu'ils avaient été en décembre 1851, avant de relever la tête et de proclamer par des cris réputés séditieux leur attachement à la République ; libres penseurs du canton de Bénévent (Creuse) – cinq des dix communes au moins abritèrent une section de Libre Pensée ; la moitié des effectifs était constituée de cultivateurs – dont certains n'hésitèrent pas à se passer de l'Église pour être enterrés (on dénombra 8 sépultures civiles dans le canton entre 1906 et 1911). Précurseurs des changements à venir ou simples vigies d'une expérience politique passée, ces individus rappelaient par leur présence quotidienne dans leur commune que des alternatives au modèle dominant étaient possibles quitte à se retrouver en porte-à-faux dans la micro-société où ils évoluaient.

²⁰ Sur les rapports entre fêtes et politisation, que nous ne traiterons pas ici faute de place, nous renvoyons aux ouvrages de : Olivier Ihl, *La fête républicaine*, Paris, Éditions Gallimard, 1996 ; Rémi Dalisson, *Les Trois couleurs, Marianne et l'Empereur. Fêtes libérales et politiques symboliques en France, 1815-1870*, Paris, Éditions de La Boutique de l'Histoire, 2004.

De ces quelques exemples, nous tirerons trois conclusions. Premièrement, l'installation progressive d'une démocratie libérale induisant une comptabilité de l'opinion, il devenait urgent pour des acteurs du champ politique qui ne bénéficiaient pas des relais traditionnels de l'influence – le magistrè ecclésiastique, la notabilité dans tous ses états – de pallier leur infériorité électorale en redoublant d'ardeur dans les campagnes et en tablant sur tous les moyens de propagande (multiplication des contacts directs, distribution de feuilles volantes, d'almanachs). L'on comprend alors pourquoi le moment 1848 fut aussi celui d'une effervescence pédagogique : pour la première fois, dans des conditions différentes de celles qui avaient vu la naissance et l'application du suffrage universel sous la Convention, on allait devoir beaucoup compter et savoir sur qui compter. Deuxièmement, les transformations du cadre démocratique – relâchement du régime de surveillance et accroissement des libertés individuelles sous la Troisième République – et la multiplication des canaux de diffusion de l'information – en prenant, en 1878, le contrôle du *Journal d'Alençon*, Armand de Mackau manifesta le souci de ne rien laisser au hasard dans la structuration d'une entreprise politique qui lui permit d'exercer pendant cinquante ans des mandats électoraux dans l'Orne – n'éliminèrent pas les formes prosaïques du militantisme qui dut toutefois s'adapter aux évolutions de son temps (insertion grandissante des activités militantes dans la période précédant les élections). Troisièmement, l'activisme politique en direction des campagnes n'appartint que très rarement, jusque dans les années 1880 au moins, au répertoire des forces conservatrices. Pour des raisons qui tiennent à la dévalorisation fréquente d'une politique partisane risquant de mettre à mal les solidarités traditionnelles ou, dans les régions blanches, à la certitude de ne pas assister à l'effritement d'un modèle de société qu'elles dominaient. Disposant d'un fort capital social et d'un patrimoine foncier et immobilier conséquent, les grands notables de la Lozère, à l'image des représentants de la famille de Chambrun, surent capitaliser le consentement des ruraux qui leur était acquis depuis des siècles et prolonger, grâce à la formation de lignées d'élus, la tradition de la délégation qui s'était élaborée dans les communautés d'Ancien Régime. Le candidat en campagne n'était pas ici ce prosélyte d'une cause politique mais le distributeur des gratifications profitant de sa tournée dans sa circonscription pour resserrer les liens. Rien à voir donc avec les efforts que firent, surtout lorsqu'ils étaient minoritaires, les républicains ou les bonapartistes pour répandre une doctrine ou défendre des idées.

Révélateurs d'une politisation « par implication »²¹, les associations alimentèrent des processus dont elles furent quelquefois l'émanation. Il revient à Maurice Agulhon d'avoir mis en valeur, grâce à l'intérêt qu'il porta aux chambrées provençales, les liens qui unirent une sociabilité organisée et des modes de politisation. Institutions du monde méditerranéen, les chambrées qui pullulaient dans de très nombreuses communes dès le milieu du XIX^e siècle (un bourg varois de 2 000 habitants pouvait en compter une dizaine) ne furent pas que des sociétés de loisir. Lieux de réunion traditionnels au recrutement populaire – à la différence des cercles bourgeois qu'elles précédèrent et/ou imitèrent –, elles se firent, à compter de la monarchie de Juillet, les percolateurs de la modernité politique ; l'esprit démocratique qui y régnait et leur aptitude à recueillir les influences bourgeoises les prédisposant, en quelque sorte, à devenir des endroits propices à l'accueil de la République. Toutes les régions françaises ne connurent pas la vitalité de la tradition sociétaire méridionale. Pour autant, la sociabilité politique joua un rôle éminent dans les dynamiques de la politisation. Elle prit des formes variées et ne s'assigna pas forcément les mêmes buts. Derrière cette expression au sens volontairement large – sociétés organisées qui tendirent à influencer l'opinion –, nous proposerons, en effet, de distinguer les associations qui relevèrent d'emblée d'une sociabilité instrumentale de celles qui, en fonction des circonstances, évoluèrent en se politisant. La

²¹ Lacroix Bernard, op. cit., p. 526.

frontière est forcément tenue : avant d'être surveillées pour les débats qui les animaient, les chambrées varoises, qui restèrent toujours des lieux de retrouvailles et de convivialité, apparaissaient aux yeux des autorités comme des regroupements d'individus aux activités inoffensives (discuter, jouer, se retrouver). Reste que cette distinction permet d'appréhender les ramifications de cette nébuleuse sociable.

Sociétés à vocation politique : les clubs et autres cercles dont la floraison sous la Seconde République fut à la mesure des espoirs suscités par la chute de la monarchie de Juillet. S'ils essaimèrent quelquefois à partir des villes, leur présence dans les campagnes fut ou généralement réduite (Midi méditerranéen) ou quasiment inexistante (Bretagne). Dans le Gard où les ruraux de la Côte du Rhône et des cantons protestants avaient voté massivement pour les républicains dès 1848 (les villes s'étaient, elles, rangées du côté des légitimistes), l'essor sociétaire connut beaucoup plus tardivement un essor sans précédent : concomitant des échecs des monarchistes dans les années 1870, il culmina avec la création de 92 sociétés en 1881 ; on vit alors des cercles démocratiques se fonder dans les zones les plus reculées, comme à Lanuéjols sur le Causse noir en 1882.

Associationnisme politique encore : les sociétés secrètes. Renouant avec une forme de l'organisation démocratique qui avait fédéré clandestinement les opposants au régime en place à partir de la Restauration, les républicains avancés recoururent à ce type de regroupement après la restriction des libertés (le tournant des années 1849-1850) qu'imposèrent des gouvernements soucieux de lutter contre l'irrésistible progression des rouges. Ted Margadant a souligné le rôle essentiel des sociétés secrètes dans le déclenchement de l'insurrection de décembre 1851 qui mobilisa environ 70 000 personnes en province – dont 60 % de paysans. Présentes dans 16 départements (Allier, Cher, Yonne, Gers, Drôme, Basses-Alpes, *etc.*) et dans 700 communes (dont 70 dans l'Hérault et 85 dans la Nièvre), recrutant leurs dizaines de milliers de membres – entre 50 000 et 100 000 selon les estimations – dans tous les milieux sociaux – même si les leaders des chefs-lieux de canton étaient rarement des paysans et davantage des médecins, des artisans ou des aubergistes –, ces sociétés affiliées pour la plupart à la Nouvelle Montagne prolongèrent souvent l'œuvre d'associations plus anciennes qui militaient localement. Prenant la route de Draguignan le 6 décembre 1851, la colonne des 57 habitants d'Artignosc (nord-ouest du Var) – 429 habitants dont 78 % de cultivateurs – était composée en majorité de paysans (70 %) qui avaient fréquenté l'une des quatre chambrées de la commune et appartenaient à la société secrète qui s'y était implantée trois ans auparavant²².

Sociétés à vocation politique enfin : les partis. Leur organisation tardive en France – la naissance du Parti républicain radical et radical-socialiste en 1901, premier parti moderne si l'on veut, l'atteste – résulta du souhait de fédérer des initiatives locales et départementales pour répondre à la rationalisation de l'entreprise politique et à l'accroissement de l'offre électorale. Elle déboucha, en retour, sur des tentatives d'encellulement. Malgré bien des efforts en ce sens, la création de grands mouvements de masse reposant sur des bases locales solides et de nombreux adhérents resta pourtant une chimère, surtout dans les campagnes. Aussi les structures partisans implantées dans les communes apparurent-elles, tout au plus, comme des succursales électorales au service des candidats. Le cas de la S.F.I.O. programmant une conquête des ruraux après 1924 est exemplaire : ne pouvant pas compter sur un fort maillage sectionnaire dans la plupart des régions (dans le Var de 1913, 29 communes de moins de 200 habitants disposaient déjà d'une section), cherchant malgré tout à diffuser son programme, le parti socialiste, parti de militants, dut bel et bien se replier sur le café pour en faire le lieu stratégique de ses interventions politiques dans les villages.

²² Négrel Frédéric, *Clandestinité et réseau républicain dans le Haut-Var. La société secrète montagnarde d'Artignosc (1849-1851)*, Les Mées, 1851-2001. Association pour la commémoration du 150^e anniversaire de la résistance au coup d'État du 2 décembre 1851, 2001.

À côté de ces associations qui entendaient investir le champ politique, d'autres sociétés virent leurs actions dévier de leurs objectifs initiaux et/ou se colorer d'un vernis partisan. Marquées par une densification du tissu sociable, les trois premières décennies de la Troisième République furent aussi celles où les divisions politiques colonisèrent les moindres aspects de la vie collective. La liste des organisations locales qui se politisèrent, sous l'effet d'une conjoncture nationale et de son interprétation dans des contextes locaux, ne saurait être exhaustive. Dans les années 1880, à Brignoles (Var), deux fanfares se concurrencèrent, la première d'obédience « républicaine » interprétant la Marseillaise tous les 14 juillet, la seconde d'inclination « réactionnaire » participant aux fêtes religieuses et aux réunions des monarchistes. « Machine électorale »²³ pour celui qui parvenait à en prendre le contrôle, le comice agricole fut parfois au cœur des compétitions pour l'accession aux pouvoirs locaux. Dans la Mayenne de la fin du siècle, la « guerre des comices »²⁴ qui éclata vers 1890 révéla les fractures d'une société qui se transformait. La noblesse royaliste conservait toujours des positions fortes dans les campagnes ; elle était cependant de plus en plus concurrencée par une nouvelle bourgeoisie qui provenait du monde rural, avait profité de l'effritement de la grande propriété aristocratique pour se constituer un beau patrimoine foncier – entre 50 et 100 hectares en général – et s'était affirmée par son républicanisme. Témoignage de cette opposition sourde et des évolutions de l'équilibre politique à l'échelle des communes, la réélection de Christian de Villebois-Mareuil à la tête du comice de Grez-en-Bouère, en 1893, se doubla de la nomination d'un représentant des bleus à la vice-présidence.

Cette politisation des cadres de la sociabilité populaire qui procédait elle-même d'une politisation des esprits – avec les nuances que l'on sait – est tout aussi perceptible dans le cas des sociétés d'hommes abondantes dans le Maine, l'Anjou et en Touraine. Petites institutions locales où l'on se réunissait pour discuter, lire les journaux et, dans la plupart d'entre elles, pratiquer le jeu de boule, ces associations se retrouvèrent au cœur de certaines batailles politiques. Leur essor coïncide avec les débuts de la monarchie de Juillet. Leur présence dans les bourgs et dans les hameaux – en 1900, 287 communes du Maine-et-Loire abritaient un millier de sociétés – en faisait les caisses de résonance idéales des partages idéologiques et les vecteurs possibles des divisions partisans. Attribuable à la vitalité de la tradition sociable, le bourgeonnement angevin qui accompagna la République des ducs – une quarantaine de créations par an dans le Maine-et-Loire entre 1873 et 1878 – était également imputable à la volonté que manifestèrent des deux grands camps politiques de créer les instances où leurs troupes pourraient être mobilisées.

Reste la question des syndicats agricoles qui émergèrent en nombre à la faveur de la loi Waldeck-Rousseau (1884). Qu'ils aient été souvent conçus dans un dessein politique – mais pas exclusivement, bien entendu –, cela est évident. La très puissante et très conservatrice Union du Sud-Est, qui étendait depuis Lyon son influence sur dix départements et disposait de plusieurs dizaines de milliers d'adhérents, recensait dans l'Isère, en 1900, 29 filiales – sur un total de 69 syndicats dans le département dont 12 au moins étaient présidés par des châtelains – et 8 706 membres. Dans le Rhône, les grands propriétaires qui adhérèrent aux syndicats – en 1899, on en dénombrait 18 qui regroupaient près de 13 000 adhérents – se faisaient fort d'entraîner avec eux vigneron et domestiques qui dépendaient de leur puissance, soit pour la location d'un supplément de terre, soit pour les embauches que ces derniers espéraient. En prenant l'initiative d'organiser le monde agricole, les notables et les propriétaires qui furent à l'origine du Syndicat Agricole Vaclusien (1887) souhaitèrent valoriser l'image d'une paysannerie unie et solidaire, et protéger le monde rural de la

²³ Phélippeau Éric, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Éditions Belin, 2002, p. 146.

²⁴ Denis Michel, *Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Librairie C. Klincksieck, 1977, p. 453.

contagion des idées nouvelles. Que ces associations de défense des intérêts collectifs aient été perçues par leurs adhérents comme les garants d'un mieux-être plutôt que comme des officines politiques, cela est vrai également. La tentation corporatiste et la prévention d'une partie des anciennes élites à l'égard d'une paysannerie qui se politisait de plus en plus à l'occasion du différend entre l'Église et l'État – querelle des inventaires suite à la loi de Séparation des Églises et de l'État (1905), guerre des écoles privées et laïques – ne furent pas étrangers à la création de l'Office central des œuvres mutuelles agricoles du Finistère. Fondé en 1911, il tint son premier congrès à Landerneau en octobre 1912 et rassembla les représentants des vieilles familles de la noblesse bretonne. Le succès fut au rendez-vous : au début des années 1930, plus de 500 sections locales avaient été créées dans les Côtes-du-Nord et le Finistère. Pour autant, la vie de ces sections fut globalement atone, les paysans qui y adhéraient voyant en elles, avant tout, un cadre propice à certaines transactions. Que ces syndicats aient été enfin pris dans les mailles d'une concurrence proprement politique, cela est incontestable. Dans le Var, l'essor numérique des syndiqués – 30 % des 35 000 chefs d'exploitation l'étaient en 1914 – traduisait certes une propension à l'associationnisme ; il attestait, en filigrane, les conséquences d'une compétition farouche pour la monopolisation d'un lieu de pouvoir et d'influence. La multiplication des cellules dans l'arrondissement de Brignoles correspondit ainsi au combat mené par les républicains pour contrer les initiatives de leurs adversaires qui prenaient leurs mots d'ordre auprès de la très cléricale Union des Syndicats Agricoles des Alpes et de Provence.

Sociabilité politique, politisation de la sociabilité. Le risque est grand, à l'issue de ce bref panorama, de surestimer – effet de loupe oblige – le rôle essentiel de la tradition sociétaire dans la fabrication d'une citoyenneté politique pleine et active. Si elle ne fut pas négligeable, elle reste néanmoins difficilement quantifiable. Yves Rinaudo a souligné que les cercles et les chambrées qui faisaient toujours partie intégrante du quotidien des paysans Varois au début de la Troisième République n'éliminèrent pas toutefois un abstentionnisme électoral élevé (respectivement 24,5 % et 44 % aux élections législatives de 1877 et 1881). Quant aux concordances entre pays de très forte sociabilité laïque et attitudes politiques – la démocratie des micro-sociétés de loisir conduirait à des opinions démocratiques –, certaines analyses invitent à la plus extrême prudence. S'appuyant sur les résultats des scrutins de 1877 et de 1902, Jean-Luc Marais conclut que dans le Maine-et-Loire, les cantons les plus républicains (le Baugeois en particulier) n'étaient pas forcément les plus sociables tandis que des cantons plutôt sociables (les Mauges) donnaient la victoire aux conservateurs. Il reste une certitude, pour ne pas dire une évidence : la sociabilité politique – par essence ou le devenant –, faite de transformations, de recompositions et de greffes, participa à la construction d'un espace politique partisan.

Archaisme et modernité

C'est à Alain Corbin que l'on doit d'avoir posé, avec une grande acuité, la question des liens ambigus entre les deux termes d'un diptyque qui traverse nombre de travaux consacrés à la politisation des campagnes. À rebours d'une vision trop linéaire et trop univoque de l'adoption par les ruraux de la modernité politique – elle se confond ici avec l'acquiescement aux idées démocratiques –, Alain Corbin réussit en s'intéressant au « paradoxe limousin »²⁵ à montrer que la réalité était souvent bien plus compliquée. Dans cette région extrêmement pauvre, la naissance d'une tradition de gauche au milieu du siècle puis son épanouissement dans les années 1880 ne s'étaient concrétisés ni par une modernisation rapide des structures économiques ni par la diffusion des idéologies

²⁵ Corbin Alain, *Archaisme et modernité en Limousin au XIX^e siècle, 1845-1880*, op. cit., p. 1002.

égalitaristes. En soutenant les rouges avant de soutenir Napoléon III, les ruraux des trois départements – Corrèze, Creuse, Haute-Vienne – avaient moins cherché à épouser les idéaux de transformation sociale des républicains les plus avancés qu'à résister à une modernité détestée incarnée par la ville. L'acculturation de la population à gauche manifesta dans les bourgs et les hameaux ce refus en bloc d'un temps qui changeait et des bouleversements qu'il induisait (rupture des solidarités traditionnelles, accentuation de la différenciation sociale qui était restée limitée). La mise en valeur des discordances entre l'appropriation d'une idéologie et la teneur d'une opinion, l'attention que l'auteur porta aux conditions locales de la particularisation des grandes données politiques nationales amenaient à une autre conclusion : la fécondité heuristique de l'opposition sémantique entre archaïsme et modernité était incontestable à condition de l'explicitier, de la dépasser et d'en relativiser les contradictions apparentes.

Modernité dans l'archaïsme²⁶. Se manifestant principalement par l'élection – mais pas exclusivement –, la politisation emprunta d'autres canaux. La métamorphose de certaines pratiques culturelles, consécutive à des transferts symboliques, a attiré depuis longtemps l'attention des historiens. La politisation du folklore – qui participa aussi à la folklorisation de la politique – procéda ainsi de cette jonction d'usages anciens partagés par l'ensemble des membres de la communauté et de nouveautés. La liste des gestes, des cérémonies, des manifestations qui changèrent de sens, de destination ou d'attribution dans des contextes particuliers est impossible à établir tant ils furent abondants dans certaines régions et variés dans leurs expressions. Sous la Seconde République, des carnivals furent investis d'une charge politique inconnue jusque-là. À Mauzé, dans les Deux-Sèvres, la célébration du mardi gras de 1850 se confondit avec une démonstration de force des démocrates-socialistes : en tête du cortège, une jeune fille habillée en déesse de la Liberté et un jeune homme coiffé d'un bonnet phrygien devançaient un groupe d'hommes qui entonnaient l'une des chansons montagnardes les réputées, le *Chant des vigneron*s de Claude Durand. Un an après, les habitants du bourg de Capestang (Hérault) profitaient du même jour de fête pour transformer le carnaval en un tribunal : personnification du parti de l'ordre, un mannequin vêtu de blanc fut placé sur un corbillard, fit le tour de l'agglomération avant d'être noyé après un simulacre de procès. Une grammaire politique populaire produite par l'interférence des enjeux nationaux et des pratiques locales, et qui contribua en retour à une familiarisation de ces enjeux, imprégna des temps forts de la vie de certaines sociétés rurales. Peter McPhee estime même que, dans le Roussillon, cette culture hybridée servit de refuge au parti démocratique qui l'utilisa pour exister après que les autorités administratives se mirent à combattre les lieux d'exercice de la politique légale (cafés, presse). Le mariage des fêtes et de la solidarité rouge gagna en intensité après 1849 et prit alors des formes inédites. À Sorède, les mascarades nocturnes, la veille du dimanche de Pentecôte (9 juin 1850), furent ainsi l'occasion d'un défoulement, rouges et blancs profitant de leurs déguisements pour se lancer dans de furieuses bagarres. La force de cet expressionnisme populaire qui utilisa les ressorts de la culture traditionnelle pour marquer, souvent avec ostentation, son dépit ou son attachement à un parti, mérite toutefois que l'on en nuance la portée. En Gascogne, l'exploitation politique des charivaris demeura tout au long du XIX^e siècle « une illusion »²⁷ : les cantons hauts-pyrénéens qui manifestèrent le plus clairement leur hostilité au plébiscite des 20 et 21 décembre 1851 (Campan, Bagnères, Rabastens) furent ceux où ils avaient été les moins nombreux. Support

²⁶ Concernant la rumeur, François Ploux conclut, au terme de son étude, que « la persistance de ces formes archaïques de communication, associée à un accroissement de l'exigence en matière d'information politique, explique le phénomène de politisation de la rumeur », *De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Éditions Aubier, 2003, p. 231.

²⁷ Desplat Christian, *Charivaris en Gascogne. La « morale des peuples » du XVI^e au XX^e siècle*, Paris, Éditions Berger-Levrault, 1982, p. 156.

privilegié d'une culture paysanne toujours imprégnée d'oralité, les chansons ne se muèrent pas toutes en un vecteur des propagandes électorales. Enfin, la politisation d'un folklore à son apogée au milieu du siècle, par infiltration et mimétisme, fit de plus en plus place à l'avènement d'un folklore républicain qui promut ses propres signes d'appartenance et d'identification. Dans le Gard, la grande période des carnivals séditieux s'estompa sous la Troisième République. On pendit encore à Saint-Gilles, le jour du mardi gras de 1880, un mannequin couronné à la façade du cercle rouge, au grand dam des légitimistes locaux. Mais dans l'ensemble du département, comme dans de nombreuses régions françaises, le tendance dominante était à l'implantation des bustes de la République et aux célébrations du 14 juillet.

Questions de modernité. Le terme de modernité politique, on l'aura compris, n'a cessé de faire débat depuis une trentaine d'années. Qu'elle soit définie comme une accoutumance à l'existence de clivages partisans et de catégories nationales régissant la conquête du pouvoir et l'organisation d'une partie de la vie en société, ou comme l'acceptation d'un ordre démocratique avec ce qu'il supposait d'une individualisation du citoyen et de son aptitude à assumer sa subjectivité, la modernité politique aura permis d'alimenter une somme de réflexions sur une des dimensions essentielles dans l'analyse des processus de politisation : le fait communautaire. Sans le formaliser explicitement, Eugen Weber en fit un des obstacles à la politisation réelle des régions périphériques (Bretagne Corse, Pyrénées, Massif central) qui n'auraient été recouvertes que d'une fine pellicule de politisation avant leur intégration à l'espace national à la toute fin des années 1880. Réfutant le modèle agulhonien et provençal de la fameuse descente de la politique vers les masses qui aurait par trop uniformisé des attitudes politiques à la fois fluctuantes et volatiles, l'auteur de *La fin des terroirs*²⁸ rappelait combien les divisions partisans à l'intérieur des communes recouvraient des divisions plus anciennes. Toujours sous la Troisième République, la conflictualité latente aurait reposé davantage sur des considérations locales et des stratégies ponctuelles – familiales, territoriales – en vue de la conquête du pouvoir que sur des différences idéologiques, quand bien même ces dernières étaient ouvertement utilisées par les leaders des coteries adverses pour se différencier. Au cours des luttes entre les blancs et les rouges, la politique nationale n'aurait guère été plus qu'un prétexte, une arme supplémentaire au service de la cohésion des groupes. L'effritement de ces dynamiques locales – elles survécurent çà et là – qui faisaient écran à une acculturation démocratique en profondeur intervint dans les vingt dernières années du siècle. Pour deux raisons politiques au moins : la répétition des élections et l'importance des scrutins de crise qui suscitaient des argumentaires et nourrissaient des visions contradictoires de chaque situation – le rôle de l'opposition cléricisme/antycléricisme fut essentiel dans la nationalisation des enjeux locaux – ; la rationalisation du marché démocratique qui obligea progressivement ses intermédiaires (maires et curés en particulier), toujours aussi désireux de gouverner les votes et, dans le même temps, de plus en plus dépendants de leurs mandants, à se positionner plus fermement dans un champ politique national, bref à choisir leur camp²⁹. Contestées sur plusieurs points – chronologie haute de la politisation, minoration du rôle de laboratoire politique du conflit local³⁰ –, les conclusions auxquelles parvint Eugen Weber ont eu le mérite de souligner des

²⁸ Weber Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Éditions Fayard, 1983 [1976].

²⁹ Une relecture de l'analyse weberienne des liens entre conflictualité et politique à partir de l'exemple quercynois, dans l'article de François Ploux : « Disputes au village quercynois. Querelles locales et histoire nationale à l'aube de la Troisième République », Demartini Anne-Emmanuelle et Kalifa Dominique (dir.), *Imaginaires et sensibilités au XIX^e siècle. Études pour Alain Corbin*, Paris, Éditions Créaphis, 2005, p. 11-22.

³⁰ Une étude de cas exemplaire : Atrux Mélanie, *La politisation des campagnes lyonnaises au 19^e siècle : l'exemple de Collonges-au-Mont-d'Or, 1830-1853*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 2002 ; un article en a été extrait : « La politisation des campagnes lyonnaises au 19^e siècle : Collonges-au-Mont-d'Or (Rhône), 1830-1853 », *Ruralia*, n° 12-13, 2003, p. 33-64.

discordances de temporalités (locales et nationales), les capacités d'inadaptation des communautés à certaines initiatives de la société englobante et aux interventions de l'État, l'extrême fragilité de la politisation populaire. La naturalisation de la démocratie dans la France des campagnes n'aurait donc pas rimé avec une transition en douceur.

En filigrane dans la thèse de Weber, le fait communautaire a été objectivé avec beaucoup plus de force par les historiens de la Révolution française en particulier³¹. Confrontés aux réactions quelquefois surprenantes de sociétés rurales plus ou moins réceptives à des innovations politiques majeures, ces derniers ont été amenés non seulement à réévaluer le rôle des collectivités dans des processus révolutionnaires mais aussi à déceler dans des dynamiques communautaires un moyen d'interpréter les méandres de la politisation. Contre une approche historiographique qui avait trop étroitement lié la pénétration de la politique dans les campagnes à une onde de choc venue du pouvoir central et fait de la décennie révolutionnaire une étape fondamentale dans l'irréductible renforcement de l'État-nation, l'attention se porta sur les antagonismes nés de logiques opposées – concurrence entre pouvoirs intérieurs et pouvoirs extérieurs à la communauté, soumission des premiers aux seconds – et sur la manière dont les collectivités apprirent à les surmonter. Dans l'Artois de Jean-Pierre Jessenne, où, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, de grandes fermes à orientation capitaliste coexistaient avec une large gamme de petites exploitations plus ou moins indépendantes, la Révolution ne transforma pas, en apparence, les racines du pouvoir. Bénéficiant d'une assise économique et sociale confortable – vers 1810, 5 % des chefs d'exploitation contrôlaient plus de 35 % du sol –, la fermocratie qui monopolisait à la fin de l'Ancien Régime les responsabilités à l'échelle du village confirma son hégémonie sous l'Empire et les monarchies censitaires : 50 % des maires nommés entre 1800 et 1848 appartenaient à cette classe dirigeante. Cette immobilité en trompe-l'œil ne saurait pour autant rendre compte des processus qui y conduisirent. C'est parce qu'ils surent incarner et entretenir un sens communautaire (en défendant les biens communaux, par exemple), à une époque où la modernisation de l'agriculture s'accompagnait d'une délitescence des structures de la collectivité agraire et où la communauté devenait avant tout « une référence idéologique et symbolique commune »³², que ces hommes réussirent à se maintenir au pouvoir. Le primat des grands fermiers correspondit moins à une dépossession des attributions de chaque entité qu'à une adéquation entre la position de pivot qu'ils occupaient dans la société et le souci d'auto-gouvernement dont les ruraux avaient fait preuve pendant la Révolution. L'attachement à l'unité de la communauté, que les élections des municipalités en février 1790 avaient massivement sanctionné, était sorti d'autant plus renforcé après le tournant des années 1793-1794 que les interventions brusques des pouvoirs extérieurs – les municipalités furent flanquées de comités de surveillance – avaient fait de cette collectivité l'ultime cadre de repli. Cette prééminence de la référence communautaire au sortir de la Révolution déboucha enfin sur une situation lourde de conséquences : chargés d'en assurer la cohérence, au nom des logiques endogènes que nous venons d'esquisser, les grands fermiers artésiens se firent ainsi les prescripteurs d'une idéologie de l'unanimité qui, en étouffant les menaces de conflits sociaux, limitait les risques d'une politisation par contestation du modèle dominant.

Les communautés, acteurs d'une histoire sociale de la politique qui cherche à décrypter les ambiguïtés des relations qu'elles entretenaient avec l'État, leurs capacités d'adaptation dans des conjonctures qui bousculaient leurs fondements : c'est sur ce terrain que Christian Thibon s'est lui aussi placé pour proposer, à partir de son étude diachronique consacrée au Pays de Sault entre 1800 et 1914, un modèle de politisation par le bas. Soumis, à

³¹ En attestent les nombreuses interventions présentées au colloque de Rome. Nous nous permettons de renvoyer à notre recension des actes publiée dans *Ruralia*, n° 8, 2001, p. 272-281.

³² Jessenne Jean-Pierre, « Le pouvoir des fermiers dans les villages d'Artois (1770-1848) », *Annales, économies, sociétés, civilisations*, tome 38, n° 3, mai-juin 1983, p. 702-734, p. 729.

partir de la Seconde République, à des bouleversements qui se combinèrent et constituèrent fréquemment ailleurs les leviers d'une intégration par le haut – accentuation des pressions et des contraintes extérieures, recours plus systématique des populations aux agents de l'État, transformations économiques –, les villages des Pyrénées audoises s'arrimèrent à l'État-nation parce qu'un communalisme – conscience vive d'appartenir à un territoire doté d'une identité particulière – avait précédé et préparé l'entrée en politique de ces montagnards. Aussi, la politisation de cette société restée longtemps en « dissidence »³³ passa-t-elle, bien avant la soumission à des catégories idéologiques nationales, par la valorisation de la procédure électorale qui renforçait les bases du pouvoir local. Confortées dans leurs positions, les principales maisons – groupes domestiques constitutifs des micro-sociétés –, qui avaient exercé jusque-là les fonctions de porte-parole des communautés, trouvèrent dans le suffrage universel une légitimité supplémentaire – 20 à 30 % des maisons se partageaient dans la seconde moitié du siècle les charges éditaires – et continuèrent d'entretenir, ce faisant, l'illusion d'une autonomie des cellules primaires. L'environnement extérieur changeait – l'activité pastorale s'affirma dans les trois dernières décennies du siècle – tandis qu'aux yeux des habitants l'« écosystème » politique dans lequel ils évoluaient semblait ne pas être perturbé. L'adhésion de la montagne à la République des républicains dans les années 1880 consacra cette intégration au national à partir de la dynamique des champs politiques locaux... comme elle marqua concomitamment le chant du cygne de l'indépendance communautaire. Si l'élection du maire par les conseillers municipaux – la loi du 5 avril 1884 n'en faisait plus un fonctionnaire nommé par le pouvoir – concrétisait le respect de l'État envers les aspirations villageoises, si l'imprégnation républicaine ne parut pas remettre en cause, dans les vingt dernières années du siècle, les rationalités intracommunales, des évolutions étaient tout de même perceptibles. Elles attestèrent l'aboutissement des tentatives de domestication et de normalisation dont l'État s'était fait l'aiguillon depuis la fin de la Révolution. Acceptation de la conscription dans une région jadis réticente à voir partir ses enfants, respect des normes imposées de l'extérieur, prise de conscience collective d'une identité nationale : autant d'attitudes nouvelles qui, dans les années 1900, contrastaient avec les comportements des générations précédentes. L'essoufflement de la politisation par le bas ne correspondit pas à un éclatement des communautés sous les coups de boutoir de la modernité ; il confirma plus vraisemblablement qu'elle ne répondait plus assez aux attentes des sociétés locales qui s'étaient considérablement transformées en l'espace de quelques générations.

En fin de compte, la communauté rurale était-elle soluble dans la modernité politique ? Les réponses que certains chercheurs, des politistes en particulier, ont apportées à cette question, abruptement posée, permettent d'aborder le fait communautaire dans une perspective nouvelle. Collectivité économique et sociale, cadre d'un ensemble de relations interpersonnelles, construction identitaire, la communauté était à la fois tout cela et une autre chose encore : un sujet politique condamné à affronter une modernité démocratique qui postulait l'individualisation du citoyen et son aptitude à s'extraire de ses chaînes pour assumer pleinement sa citoyenneté. Dans ce qu'elle avait de destructeur des solidarités anciennes et d'un *ethos* collectif, la démocratie aurait provoqué des réactions de rejet. Ainsi s'expliquerait la résurgence des comportements traditionnels qui, au moment des premières élections décidées sous la Révolution française, auraient constitué la réponse des communautés à la visée « atomisatrice » de la politique moderne. L'effondrement de la participation, lors des scrutins de 1791, aurait moins dépendu d'une faible acculturation des électeurs ruraux aux mécanismes de délégation du pouvoir qu'à la cristallisation d'un malentendu : d'un côté, un champ démocratique organisé en fonction d'une philosophie de l'égalité des citoyens ; de

³³ Expression empruntée au titre du second volume de la thèse de Jean-François Soulet, *Les Pyrénées au XIX^e siècle*, 2 tomes, tome 2 : *Une société en dissidence*, Toulouse, Éditions Éché, 1987.

l'autre, une communauté-sujet subsumant un individu qui ne pouvait pas être pensé, de fait, dans sa singularité. Audacieuses, les conclusions de Patrice Gueniffey³⁴ ont été reprises et étoffées dans l'étude qu'a consacrée Christine Guionnet aux élections municipales sous la monarchie de Juillet³⁵. Au départ, il y a la loi du 21 mars 1831 qui dota du droit de vote aux élections communales – en fonction d'un barème compliqué – un peu moins de trois millions de Français. Maurice Agulhon y a vu « la réapparition légale, après trente ans d'éclipse, de la politique au village, ou de sa possibilité »³⁶. Et pour cause ! En permettant à des dizaines, parfois à des centaines d'électeurs censitaires de prendre part au choix des conseillers municipaux et à la compétition pour le pouvoir, ce texte libéral, dans la lignée de ceux qui entendirent promouvoir une France des capacités, remit la procédure électorale au goût du jour et en fit l'ossature d'une socialisation politique. Tous les commettants ne s'emparèrent pas de ce nouveau droit. 54 % des citoyens inscrits votèrent en 1834 ; dans les communes de moins de 500 habitants, 64 % se déplacèrent au chef-lieu pour déposer un bulletin dans l'urne. Nombreuses furent les infractions à un code électoral qui, en organisant la scène du scrutin et en imposant des normes, suscita autant de détournements qu'il y avait de règles à respecter. L'animation fut vive dans les villes et dans les campagnes, au moment des consultations qui se répétèrent à intervalles réguliers (les conseil municipal était renouvelé par moitié tous les trois ans). En 1846, dans le Finistère, 42 communes – soit 15 % des circonscriptions du département – furent le cadre d'un incident électoral dénoncé auprès des autorités (bourrage des urnes, manipulation des bulletins, corruption des votants, etc.). Les disputes locales trouvèrent à s'épanouir, certaines prenant même quelquefois une tournure idéologique. Les élections municipales, vecteurs privilégiés d'un apprentissage de la politique moderne, et en particulier des bipolarisations partisans, ou démonstrations de l'insignifiance des enjeux qui agitaient épisodiquement des microcosmes divisés ? Pour Christine Guionnet, les implications de la loi de 1831 ne se posèrent pas en ces termes-là. L'incompatibilité de la subjectivité individuelle, afférente à l'idée même de démocratie, et de la communauté-sujet – postulat que l'on trouvait chez Patrice Gueniffey – aurait limité la conversion des ruraux aux idées et aux pratiques de la modernité politique. Incapables de penser le pluralisme et la diversité, au nom d'une conception holiste du social, les habitants des campagnes se seraient déterminés, au moment des consultations, en fonction d'un certain nombre de paramètres – solidarités économiques ou territoriales, inscription dans une parentèle – à condition que rien, dans la procédure électorale elle-même, ne vienne ébranler la perception unitaire et unanimiste de la communauté dans laquelle ils vivaient. Le conflit ne mettait pas aux prises des adversaires représentant des intérêts individuels ou des opinions variées mais des ennemis fustigeant dans le comportement de l'autre les atteintes qu'il faisait porter à l'équilibre de la collectivité. Cette configuration aurait toutefois évolué dans le temps. L'apprentissage électoral qui n'avait pas coïncidé, au début de la monarchie louis-philipparde, avec un apprentissage des conceptions modernes de la politique aurait, quinze ans après, effectué incidemment son travail de sape. À force de se multiplier, les scrutins auraient fait jaillir de nouvelles légitimités, des groupes identitaires et partisans capables de se superposer à la référence communautaire initiale et de l'ébrécher. Ainsi, la démocratie au village ne serait pas née de la démocratisation du suffrage mais au cours de ces heurts répétés qui mirent en scène l'idéal communautaire et révélèrent progressivement les failles qui allaient l'emporter.

³⁴ Gueniffey Patrice, *Le nombre et la raison. La Révolution française et les élections*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1993.

³⁵ Guionnet Christine, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la Monarchie de Juillet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997.

³⁶ Agulhon Maurice, « Attitudes politiques », *Histoire de la France rurale*, Georges Duby et Armand Wallon (dir.), tome 3 : *Apogée et crise de la civilisation paysanne, de 1789 à 1914*, Paris, Éditions du Seuil, collection Points, 1992 [1976], p. 131-161, p. 144.

Où l'on en revient au qualificatif de départ : complexité des processus de politisation. La liste des analyses – qui n'ont pas toutes valeur de modèle – est, bien évidemment, loin d'être exhaustive. Nous en signalerons deux, pour finir, dont le caractère monographique ne grève pas une ambition théorique de portée plus générale. Modernité de l'archaïsme. C'est, en résumé, la conclusion à laquelle est parvenue Jean-Louis Briquet au terme de son étude sur le clientélisme dans la Corse contemporaine. La républicanisation de l'île après 1880 que traduisit le quadrillage des comités républicains – 122 se constituèrent dans les communes entre 1878 et 1895 – ne saurait rendre compte pleinement des logiques politiques à l'œuvre dans un territoire façonné par des comportements de subordination acceptée. Loin d'empêcher une acclimatation de la politique moderne, les pratiques clientélares auraient généré, au contraire, de remarquables capacités d'adaptation à une expression démocratique dont les notables (petits et grands), placés au cœur de cette société insulaire, se seraient faits les relais conscients. La démocratie impossible ? En formulant aussi abruptement ses conclusions, Claude Karnoouh a mis en évidence les apories de la politisation à travers l'étude diachronique des racines familiales et sociales du pouvoir local à Grand Faily (Lorraine)³⁷. Fausse preuve de la division du champ politique en fonction d'un positionnement idéologique, la bipartition de la commune au moment des élections municipales n'aurait été qu'un leurre. Considéré avant tout comme le conseil des familles, l'assemblée des édiles validait, de par son existence, les rapports de force des parentèles selon une logique qui ne visait pas à exclure les plus pauvres (en membres, en patrimoine) mais au contraire à les intégrer. En développant des alliances matrimoniales à l'intérieur de la commune – ce qui permettait une redistribution des richesses foncières à travers les mariages – afin d'être en position d'envoyer au conseil municipal le maximum de leurs membres, les parentèles les plus grosses facilitaient l'adhésion de chaque famille à ce système de dévolution du pouvoir dont chaque individu pouvait attendre des dividendes (honorifiques, économiques). Mimer la division au moment des élections, c'était accepter de jouer un jeu politique parce que ce dernier ne venait pas bouleverser la nature même d'une relation endogène au pouvoir qu'aucune idéologie n'était en mesure de capter. La politique sans la politisation : voilà qui en dit long, finalement, sur l'élargissement des analyses et, sur ce qui pourrait apparaître, aux yeux de certains, comme un point de non retour...

Le rouge et le blanc

Le suffrage est un continent historiographique à lui tout seul, à tel point que l'on peut en distinguer trois facettes : un suffrage opinion – nous y reviendrons à la fin de cette contribution –, un suffrage procédure – nous le résumerons en quelques lignes – et un suffrage transaction.

Construction d'un ordre démocratique

Il ne s'agira pas de s'appesantir sur l'avènement et la consolidation de cet ordre démocratique dont la procédure électorale fut l'instrument principal. L'excellente synthèse que lui a consacrée Alain Garrigou³⁸ permet d'en dessiner largement les contours. Considérée sous l'angle de la procédure, l'élection supposa une familiarisation progressive de ses agents avec des gestes et des pratiques au départ inédits, l'inculcation de normes, l'adoption d'un

³⁷ Karnoouh Claude, « La démocratie impossible : parenté, politique et communauté », Lamarche Hugues, Rogers Susan Carol, Karnoouh Claude, *Paysans, femmes et citoyens. Lutte pour le pouvoir dans un village lorrain*, Le Paradou, Éditions Actes Sud, 1980, p. 180-210.

³⁸ Garrigou Alain, *Histoire sociale du suffrage universel en France, 1848-2000*, Paris, Éditions du Seuil, collection Points, 2002.

comportement digne de ce que l'État attendait de ses citoyens. Aussi nous bornerons-nous seulement à rappeler ici quelques traits majeurs d'un processus d'acclimatation de la démocratie dont les évolutions aboutirent progressivement, sous la Troisième République, à l'autonomisation du champ politique³⁹. C'est parce que le suffrage universel fut une réussite – ce qui n'était pas posé d'emblée comme une évidence – qu'il conditionna la naissance d'une entreprise politique spécifique. L'appropriation populaire de la délégation du pouvoir par l'entremise du bulletin et la socialisation électorale qui en résulta légitimèrent une forme d'accès au pouvoir qui obligea de plus en plus les impétrants à tenir compte de leurs mandants. La naissance d'un marché électoral concrétisa, au fur et à mesure que l'élection devint cette évidence des mœurs démocratiques, une transformation des relations à la politique.

Suffrage transaction, le suffrage le fut à plus d'un titre. En assujettissant la conquête des pouvoirs à la compétition électorale, le suffrage – censitaire et plus encore universel – transformait, en théorie et en pratique, les règles du jeu social. Les lignes que consacra Alexis de Tocqueville à l'épisode électoral du 23 avril 1848 ont fait la fortune posthume de son auteur et contribué à alimenter des débats. Revenu dans son petit fief de la Manche – Tocqueville comptait alors 650 habitants – pour préparer le scrutin décisif qui allait désigner les premiers représentants à l'Assemblée constituante, l'auteur de *De la démocratie en Amérique* fut invité par les 170 paysans qui formaient le cortège électoral à s'exprimer. Ce qu'il ne manqua pas de faire au cours d'un aparté où il prodigua à son aréopage quelques conseils dont l'impérieuse nécessité de ne pas se diviser. Interprété comme la traduction des rapports de domination que l'attribution du suffrage universel rendait encore plus tangibles (Alain Garrigou) ou comme la transcription d'un unanimisme communautaire, qui après s'être lézardé sous la monarchie de Juillet, trouvait là une occasion inespérée de s'exprimer (Christine Guionnet) – et de s'exprimer d'autant plus puissamment que la République avait appelé à faire de ce dimanche électoral un moment de communion des hommes et de fusion des états sociaux –, l'exemple normand témoigne aussi de ce qui alimenta, tout long du siècle, les processus de politisation : les rapports de dépendance, de concurrence, de séduction entre les notables et leurs commettants.

Il est évident que le suffrage universel libéra des appétits, transforma des équilibres locaux, renforça les positions de certains alors qu'il mettait en péril les statuts des autres. Dans un Morvan dominé par la très grande propriété – les 500 propriétaires qui détenaient plus de 50 hectares disposaient de la moitié du terroir morvandiau –, le ralliement à la République, dès le printemps 1848, d'une paysannerie composée très majoritairement de métayers et de fermiers fut aussi un acte d'insoumission à l'égard de l'élite foncière. Sa réponse ne tarda pas : soucieuse de reconquérir le terrain perdu et de monopoliser le pouvoir local, ainsi qu'elle l'avait fait sous la monarchie de Juillet – 76 % des communes étaient administrées par un très grand censitaire –, elle s'engagea dans les batailles municipales et cantonales de l'été. Inféodée économiquement à ses propriétaires, la paysannerie ne fut que très rarement en mesure de lui opposer la moindre résistance – 80 % des communes donnèrent l'avantage aux notables conservateurs. La protestation antinobiliaire par les urnes avait fait long feu, même si à échéance régulière, certains cantons essayèrent de lui trouver un débouché politique (le Haut-Morvan, par exemple, où la petite paysannerie accorda sa confiance aux rouges en mai 1849).

L'ascension de l'échelon municipal que manifestèrent – en même temps qu'elles y contribuèrent – les initiatives de l'État (lois sur l'organisation municipale du 21 mars 1831 et du 5 avril 1884, banquets des maires sous la Troisième République), soucieux de trouver la bonne distance entre une décentralisation garantissant les intérêts locaux et une centralisation

³⁹ Voir la définition qu'en donne Bernard Lacroix, op. cit., p. 537.

susceptible d'en faire toujours le dernier recours, se doubla inévitablement d'une accentuation des batailles pour la maîtrise du pouvoir local. Intermédiaire tout autant que porte-parole, le maire fut le grand bénéficiaire d'un ordre démocratique dont l'établissement supposait que ses agents ne négligent pas les échelons de proximité. La constitution de ploutocraties rurales autochtones composées, en général, des plus riches membres des communautés, fut plus ou moins rapide. Elle dépendit des contextes locaux et des combats que menèrent avec entrain ou fatalisme des élites traditionnelles placées sur un terrain électoral qui les obligeait à convertir leur capital social ou symbolique en un nombre de voix suffisant pour prétendre toujours à la direction de la collectivité. Si la marginalisation de la noblesse comtoise dans les assemblées communales résulta du dédain de ses membres pour le patronage municipal – en 1870, moins de 1 % des communes du Doubs et moins de 2,5 % des communes du Jura étaient chapeautées par un châtelain –, la mise à l'écart progressive de la noblesse de la Haute-Vienne dépendit, quant à elle, des résultats du suffrage universel. À l'âge d'or du pouvoir nobiliaire, qui avait duré des débuts de la monarchie de Juillet à la fin du Second Empire, succéda l'ère de la déprise : si 39 % de ses représentants siégeaient dans les instances locale en 1860, ils n'étaient plus que 15 % à le faire en 1912. Dans un département qui n'avait connu qu'une émeute explicitement dirigée contre un château en 1848, l'expulsion des châtelains en dehors des conseils municipaux attestait leur perte d'influence et leur inaptitude à trouver, à l'intérieur d'un ordre démocratique qui fondait sa légitimité sur le nombre, les moyens d'y remédier. Le renforcement des oligarchies rurales n'était après tout que le signe le plus patent de l'adéquation des structures sociales au modèle démocratique qui les avait fabriquées.

Faut-il faire une règle générale de cette éviction notabiliaire presque programmée ? La postérité du livre de Daniel Halévy, *La fin des notables* (1930), tendrait à l'accréditer. Incapable de transformer ses attitudes en fonction de la libéralisation du champ politique, soumis à la pression de ces nouvelles couches sociales qui avaient parié sur la République pour conquérir le pouvoir, le notable – figure générique de la domination dans la France des années 1830-1860 – aurait été balayé au cours des vingt premières années de la Troisième République. Cette version d'un naufrage collectif mérite d'être amendée. Des travaux récents nous invitent à le faire. En dépit d'un marché démocratique restreint et d'une faible rationalisation de l'entreprise électorale – les campagnes qui précédaient les scrutins, dans les années 1830, ne furent que de faibles répétitions comparé à celles qui se déroulèrent cinquante ans après –, des candidats comprirent, dès la monarchie de Juillet, combien la constitution d'un ordre politique moderne, quand bien même il était censitaire, nécessitait de repenser le mode relationnel entre élus et électeurs. Revenons à Alexis de Tocqueville. L'homme qui se fit réélire député de la Manche en 1848 n'était pas encore ce professionnel de la politique qu'un Armand de Mackau deviendra quelques décennies plus tard. Reste que sa carrière de parlementaire ne dut pas grand chose au hasard. Battu en 1837 dans la circonscription de Valognes où il s'était présenté pour la première fois, Tocqueville connut son premier succès en 1839 avant d'être réélu à chaque reprise jusqu'en 1849. D'après Alain Guillemin, son triomphe sous la Seconde République – il obtint 79 % des suffrages exprimés en 1848 et 87,5 % en 1849 – ne fut en rien imputable à l'attachement quasi féodal d'un électorat rural respectueux – la rumeur que fit courir son adversaire en 1837 selon laquelle il était légitimiste lui coûta le soutien des paysans les plus riches – mais à l'action qu'il mena pendant dix ans dans son arrondissement. En faisant nommer greffier à Valognes Paul Clamorgan, son homme de confiance, Tocqueville s'était assuré d'un excellent relais qui lui avait permis de répondre, par son intermédiaire, aux sollicitations de ses électeurs.

C'est à une tout autre échelle que se construisit la carrière du baron Armand de Mackau. Éric Phélippeau en a fait ce « notable emblématique »⁴⁰, élu presque sans

⁴⁰ Phélippeau Éric, « La fin des Notables revisitée », Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions Belin, 1999, p. 69-92, p. 71.

discontinuer député et conseiller général de l'Orne de 1866 à 1918, dont l'entreprise politique – dans le sens le plus strict du terme – fut un modèle du genre. Orientée vers la captation des suffrages, le châtelain de Vimer (1832-1918) ne cessa, sa vie durant, de perfectionner sa machine de guerre électorale. Présidence du comice d'Argentan de 1879 à sa mort, efforts systématiquement entrepris par Mackau au détour des années 1880 pour s'entourer de courtiers spécialisés dans la conquête des voix, mobilisation des ressources économiques et clientélares au bénéfice d'un travail électoral de plus en plus élaboré – il employa, dès les années 1870, un secrétaire permanent chargé de lui donner la plus grande cohérence –, construction d'une offre partisane pour asseoir davantage encore sa légitimité, participèrent à cette spécialisation d'un champ d'activités politiques. La « fin des notables » ne fut ici que la conversion réussie d'un mode de domination traditionnel aux nouvelles conditions de l'ordre politique. Si certains notables disparurent pour n'avoir pas su ou voulu s'adapter aux formes qu'imposait le consentement démocratique – l'élection n'était plus forcément cette ratification de l'autorité sociale évidente –, d'autres surent en revanche s'y conformer.

Politisation à droite, politisation à gauche

« Les orientations politiques semblent finalement l'effet de “ tempéraments ” locaux, nés de facteurs très divers ; et les origines de ces tempéraments se trouvent vraisemblablement non dans les seules structures contemporaines, mais aussi dans l'histoire politique, religieuse et sociale de l'Ancien Régime finissant, de la Révolution et de ses suites »⁴¹. La constatation que fit naguère André Armengaud à propos des résultats électoraux de certaines populations de l'Aquitaine condense les interrogations auxquelles sont confrontés les chercheurs soucieux de décrypter les couleurs de la politisation. Absence de causalité unique, coïncidences troublantes, accumulation de résultats qui, scrutin après scrutin, sanctionneraient des traditions politiques, dessinent, en effet, les contours d'une analyse de l'opinion aux conclusions fréquemment contradictoires. La comparaison entre les comportements religieux (d'après l'enquête sur la pratique pascalle menée en 1911) et les résultats des élections législatives de 1906 souligne, dans l'Hérault, à la fois des concordances – plus on pratiquait et plus on soutenait les conservateurs – et un certain nombre de dissonances. La faible pratique religieuse des ouvriers agricoles de Lattes, une commune de la plaine littorale au nord de Montpellier, ne se traduit pas par un vote à gauche. Et pour cause ! Les grands propriétaires qui les employaient avaient toute latitude pour canaliser leurs suffrages en direction du prétendant qu'ils avaient agréé. Dans le Lodévois, la moyenne vallée de l'Hérault ou le canton d'Aniane, le candidat des droites avait toutes les chances de l'emporter s'il ne passait pas pour trop clérical. Hostiles à l'organisation de caves et de coopératives viticoles que préconisaient et les socialistes et certains radicaux, la plupart des petites exploitants, aux signes de piété erratiques, s'étaient détournés de la gauche au nom de la défense de la propriété.

L'analyse des catégories de l'opinion mérite donc quelques mises au point préalables. En premier lieu, les signes d'une politisation à droite ou à gauche ne préjugent pas forcément de la qualité de cet ancrage. Les renversements de situation et l'instrumentalisation des taxinomies nationales par les acteurs des conflits locaux en témoignent suffisamment. En second lieu, les élections législatives de mai 1849 ont d'autant plus fait rapidement figure de radiographie des attitudes politiques qu'elles ont été utilisées à la fois comme un révélateur des configurations sociales qui trouvaient là un débouché idéologique national – ce qui permettait des comparaisons – et comme le point de départ de certaines traditions politiques que le réitération des élections au suffrage universel permettait d'objectiver. Ainsi, la carte politique de la France, telle qu'on a coutume de la tracer – en ne tenant pas compte des

⁴¹ Armengaud André, *Les populations de l'Est-Aquitain au début de l'époque contemporaine. Recherches sur une région moins développée (vers 1845-vers 1871)*, Paris-La Haye, Éditions Mouton & Co, 1961, p. 462.

infinies nuances des rouges et des blancs –, serait un peu à la sociologie électorale ce que la carte du serment civique imposé au clergé en 1791 est à la sociologie religieuse : un marqueur d'identités. Cet attachement à la découverte des continuités pose de nombreuses questions quant à la nature même de ces continuités. La France de 1914 ne ressemblait en rien à celle de 1849. Des hommes, pourtant, continuèrent de voter comme leurs parents l'avaient fait naguère. Pour les mêmes raisons ? C'est ici que les interprétations divergent. Un exemple nous servira à l'évoquer. Contrairement à l'historiographie de la filiation politique, Laird Boswell a pu montrer que l'implantation du Parti communiste en Corrèze dans les années 1920 ne fut pas l'aboutissement d'une tradition de gauche qui avait vu se succéder auparavant sur le même territoire Montagnards de la Seconde République, radicaux de la fin du XIX^e siècle, socialistes enfin. Les communistes de l'entre-deux-guerres durent moins leurs succès départementaux (plus de 20 % des suffrages en 1924) à un transfert électoral – les corrélations entre les votes démocrates-socialistes de 1849 et les votes communistes après 1920 sont faibles – qu'à un certain nombre de qualités intrinsèques du parti : adaptation du programme – la promesse de la terre à celui qui la travaille – aux préoccupations sociales d'une petite paysannerie, cadres locaux du mouvement proches du monde rural, *etc*⁴².

En dernier lieu, la structuration du champ politique national autour du diptyque droite/gauche suppose que l'on s'interroge sur l'effectivité de ce clivage. Le découpage sémantique que s'appropriâ le peuple dans les années 1900⁴³ recouvrit une multitude d'interprétations locales. Dans le Vaucluse, rappelle ainsi Claude Mesliand, la création du Parti radical dont le positionnement à gauche fut clairement affirmé par ses dirigeants et ses représentants, ne se solda pas dans le département par un étiquetage des prétendants à la députation. La diversité des radicalismes, qu'entretenaient, malgré un substrat commun – luttes scolaires et anticléricales, attachement à une égalité des conditions –, des appétits politiques locaux n'était pas encore compatible avec l'homogénéisation d'une offre politique nationale qui tendait à éliminer l'hétérogénéité des attentes. Surtout, la grille de lecture nationale imposait des nuances qui, en bien des endroits, ne recouvraient que très imparfaitement la dichotomie cruciale entre rouges et blancs⁴⁴. C'est en effet en ces termes-là que la politique au village continua, pendant toute la période, de s'exprimer ; des termes qui rappellent, au passage, combien l'idéologisation des individus se fit à l'intérieur des champs politiques locaux. L'affadissement des appartenances à l'un ou l'autre des deux camps dans le Plozévet (Finistère) des années 1960 témoignait malgré tout de la force d'un clivage qui s'était épanoui sous la Troisième République et matérialisé dans une ramification locale du radicalisme : le baillisme. Profitant du fort anticléricalisme de la population que la Révolution française avait révélé – Plozévet avait accueilli deux prêtres constitutionnels en 1791 –, la dynastie des Le Bail, qui était installée dans la commune depuis 1833, avait réussi progressivement à accaparer le pouvoir en faisant de la haine du clergé l'instrument de séduction à destination d'une partie de la population. L'élection de Georges Le Bail à la députation en 1902 – il avait succédé à son père à la tête de la mairie en 1898 – couronna une entreprise politique dont une lignée de notables avait préparé de longue date le succès ; elle sanctionna, aussi et surtout, à travers la victoire des rouges contre les blancs, la pérennisation d'une bipolarisation communale qui avait trouvé dans les enjeux nationaux du moment – cléricisme/anticléricalisme – la confirmation de la légitimité de ses divisions.

⁴² Boswell Laird, « La petite propriété fait le communisme (Limousin, Dordogne) », *Études rurales*, n° 171-172, juillet-décembre 2004, p. 73-82.

⁴³ Sur la popularisation du clivage droite/gauche, on lira avec profit l'article de Marcel Gauchet, « La droite et la gauche », Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. Les France*, volume 1 : *Conflits et partages*, Paris, Éditions Gallimard, 1992, p. 395-467.

⁴⁴ Voir, à ce propos, l'article de synthèse de Jean-Louis Ormières, « Les rouges et les blancs », Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. Les France*, volume 1 : *Conflits et partages*, Paris, Éditions Gallimard, 1992, p. 231-273.

Ces préalables étant posés, il nous reste désormais à aborder les conditions de production d'un vote d'opinion. Il ne s'agit pas de proposer un tour de France des attitudes politiques – d'autres l'ont remarquablement fait⁴⁵ – mais d'examiner trois de leurs possibles déterminations. Le poids de l'histoire, premièrement. Matrice de certains processus de politisation, la Révolution française a incontestablement pesé, ainsi que nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, sur l'acculturation à gauche ou à droite de certaines régions. Elle fut, dans la Sarthe, le détonateur des options idéologiques qui partagèrent, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, le département en deux. Récusant les corrélations par trop déterministes entre le régime foncier et l'opinion que l'ouvrage de Siegfried avait valorisées, Paul Bois proposa une analyse faisant de la rupture de 1793 l'événement structurant qui figea des attitudes pendant près de deux siècles. L'opposition entre un sud-est gagné aux idées démocratiques et un ouest imperturbablement acquis aux conservateurs ne dépendit pas d'une répartition différente de la propriété – associée couramment à l'implantation des idées démocratiques, la petite propriété n'était pas plus omniprésente dans les cantons méridionaux de la Sarthe – ou d'une opposition entre un pays de grande piété et un pays en proie au détachement religieux. Elle procéda, en revanche, du traumatisme de la chouannerie qui irradia la partie occidentale pour des raisons socio-économiques : concurrents de la bourgeoisie des marchands de toile du Mans pour l'acquisition de la terre, les gros laboureurs des riches paroisses de l'ouest qui avaient bien accueilli la Révolution prirent les armes contre une ville prédatrice après que la vente des biens nationaux eut décuplé la rivalité des deux groupes antagonistes. Contestée à son tour pour son monocausalisme, la thèse de Paul Bois qui semblerait ne s'appliquer qu'à la Sarthe, a permis de réévaluer l'insistante présence d'un passé de rupture dans des sociétés dépendant de lui bien des décennies après. Il revient à Jean-Clément Martin d'avoir donné suite à cette conclusion, d'une tout autre manière, en montrant comment la Vendée politique naquit d'une entreprise du souvenir. En captant et en élaborant la mémoire du mouvement de résistance populaire et antirévolutionnaire qui avait vu des milliers de ruraux se soulever contre le gouvernement central de la Convention en 1793, les légitimistes réussirent à faire d'une région qui ne s'était guère distinguée des autres dans les dernières décennies de l'Ancien Régime un bastion intérieur. Cette fabrication mémorielle et territoriale qui commença à la fin de la Restauration, se poursuivit tout au long du siècle, se nourrit de l'intense activité des républicains dans les années 1880-1890 pour s'hypertrophier – le temps des batailles commémoratives –, contribua puissamment à une acculturation à droite de la population ; la valorisation d'une histoire commune – nobles, clergé et paysans unis dans la même défense de la terre des ancêtres contre les incursions extérieures – permettant d'asseoir une domination qui n'était plus fondée uniquement sur les traditionnels liens de subordination.

Le substrat économique-social. Il ne peut pas, bien évidemment, être négligé. Presque toutes les études départementalisées de la politique dans les campagnes en ont fait un point focal. Corrélés aux résultats électoraux, le type de sol, le degré de concentration de la population, l'appropriation de la terre, les fondements économiques des micro-sociétés (le rôle de la pluriactivité, par exemple), les relations entre les groupes sociaux, l'insertion des collectivités dans une économie plus ou moins ouverte, et les combinaisons qui en découlaient, ont été au cœur de certaines analyses. Elles ont d'ailleurs conduit Pierre Barral à proposer une typologie⁴⁶. Incapable de dresser un inventaire de ces corrélations⁴⁷, nous nous

⁴⁵ Agulhon Maurice, « Attitudes politiques », *Histoire de la France rurale*, op. cit., p. 469-501, p. 476-483 ; Salmon Frédéric, *Atlas électoral de la France, 1848-2001*, Paris, Éditions du Seuil, 2001, p. 2-37.

⁴⁶ Barral Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Librairie Armand Colin, 1968, p. 41-66.

⁴⁷ Résumé historiographique détaillé des implications économique-sociales dans les processus de politisation dans l'ouvrage de William Brustein, *The Social Origins of Political Regionalism. France, 1849-1981*, Los Angeles, University of California Press, 1988.

limiterons à l'évocation de deux exemples. Dans le Gaillacois de Jean Faury, l'anticléricisme qui fit le lit du républicanisme s'enracina dans un milieu particulier : celui d'une polyculture dominée au XIX^e siècle par un vignoble d'origine ancienne qui constituait depuis longtemps une source de revenus appréciables pour les agriculteurs. Tributaires du marché extérieur, les habitants – et, au premier chef, les vigneron –, domiciliés dans cette petite région du Tarn qui avait fondé son essor sur la commercialisation de certaines denrées (pastel, anis, chanvre), avaient noué depuis longtemps des contacts fréquents avec les négociants des cités. La remise en cause des tutelles traditionnelles que l'air de la ville eut tendance à discréditer, la promotion d'une catégorie de paysans enrichis par la vente du vin qui investirent les charges municipales et s'opposèrent fréquemment au clergé, composèrent le terreau sur lequel les républicains de 1848 et de 1871 puis les radicaux des années 1880 allaient prospérer. Il revient à Jean-Luc Mayaud d'avoir mis en valeur, à travers une étude fine et rigoureuse des paysanneries du Doubs, les ressorts socio-économiques de sa politisation à droite. L'accueil de la République de 1848 dans le département comtois aggrava les oppositions entre haut et bas pays. La montagne, qu'avait mise à l'abri de la crise de 1846-1847 un mode de développement fondé sur la spécialisation pastorale et fromagère et sur les activités de l'industrie rurale (l'horlogerie en particulier), fut secouée par de très rares tensions. Dans cette démocratie de « petits aux limites de l'aisance »⁴⁸, qui avait fait de la communauté agraire le cadre d'une collectivité autonome, le nouveau régime, quoique accueilli favorablement, ne fut pas cet horizon teinté d'espoir qu'il put être pour les paysans de la plaine. Frappé de plein fouet par la dépression économique, le bas pays céréalier s'agita, en effet, et manifesta si puissamment son souhait de voir poindre rapidement la République des partageux que les commissaires du gouvernement durent essayer de satisfaire au plus vite certaines revendications. La gratuité de l'affouage pour le chauffage et l'amodiation à bas prix des communaux constituèrent la réponse apportée par les nouveaux administrateurs du département aux espoirs exprimés au printemps. Deux dynamiques rurales ô combien différentes n'accouchèrent toutefois pas d'une partition politique entre le haut et le bas pays. Si, à la différence des paysans de la plaine, ceux de la montagne avaient voté dès avril 1848 en faveur des candidats de l'ordre pour protester contre la République des partageux, tous se retrouvèrent, en revanche, dans le refus de République que voulaient imposer les commissaires du gouvernement. Par glissements successifs, du haut Doubs au bas Doubs et des élections locales de l'été à l'élection présidentielle de décembre, l'unité des communautés rurales se forma autour d'un dénominateur commun : le soutien à un régime d'ordre.

Le facteur religieux. Il pesa indéniablement, au cours de la période, sur des identifications politiques. Si les liens entre protestantisme et républicanisme ne furent pas aussi étroits qu'on le suggère quelquefois, force est de constater que la République au village trouva à s'implanter souvent précocement et facilement dans les terroirs huguenots. Pour des raisons qui tiennent autant à l'attachement à un régime perçu comme libérateur qu'à une manifestation identitaire. Dans le canton de Tence (Haute-Loire), les deux communes protestantes donnèrent toujours au moins 70 % de leurs voix à la gauche entre 1850 et 1951 tandis que leurs trois voisines catholiques se rangèrent à plus de 57 % derrière les représentants de la droite. Dans l'Ardèche de la Troisième République, la règle de l'altitude qu'utilisa André Siegfried pour caractériser les traditions électorales souffrit d'une exception notoire⁴⁹. Si, au-dessus de 800 mètres, l'on votait pour les conservateurs, et qu'au-dessous de 300 mètres, l'on faisait le contraire, pour des raisons qui tenaient à des environnements sociaux différents – une montagne cléricalisée, un bas pays plus ouvert aux influences

⁴⁸ Mayaud Jean-Luc, *Les Secondes Républiques du Doubs*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1986, p. 63.

⁴⁹ Siegfried André, *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République*, Paris, Librairie Armand Colin, 1949, p. 112-113.

extérieures –, le canton de Saint-Agrève, situé à 1 000 mètres de hauteur, apparaissait comme une anomalie. En soutenant la gauche, les montagnards ne réagissaient pas ici en cultivateurs mais en protestants. On pourrait multiplier ces corrélations à l’envi. Indexées sur le niveau de la pratique religieuse, les équations de la politisation (pratique faible, vote à gauche ; pratique élevée, vote à droite) pâtissent toutefois de fréquentes irrégularités. Dans le Tarn, l’opposition hâtive entre une plaine républicaine et une montagne conservatrice ne recouvre que partiellement la frontière entre terres de chrétienté et terres en déshérence. Pampelonne, Valdériès et surtout Valence, cantons de stricte observance religieuse, avaient voté pour la liste rouge en 1849 ; gros pourvoyeurs de prêtres, ces circonscriptions se singularisèrent non seulement en n’ayant que peu ou pas d’écoles congréganistes mais encore en se prononçant en faveur des républicains dès février 1871. Politisation à gauche et terre de catholicité ne manquaient pas de faire ici bon ménage.

Les 8,6 millions d’électeurs – des ruraux, majoritairement – qui se déplacèrent le 26 avril 1914 pour élire la nouvelle Chambre des députés ne le firent ni de la même manière ni pour les mêmes raisons. Glisser un bulletin dans l’urne après être passé dans l’isoloir (une nouveauté de 1913) était devenu depuis longtemps déjà une pratique courante. La carte issue des résultats du scrutin atteste le large spectre des opinions⁵⁰ et la maturité d’une démocratie représentative qui reposait, en théorie, sur la pluralité des opinions. Aboutissement de la transition démocratique et des processus de politisation ? On serait tenté de l’affirmer. Des hommes votèrent davantage en âme et conscience que lors des premières consultations. Pour autant, la complexité de ces processus incite à la plus extrême prudence. Car, c’est bien de cela qu’il s’est agi : de cette politisation en apparence insaisissable, irréductible à un enfermement dans une *doxa* scientifique. Histoire problème, la politique au village ? Assurément. Pavée de grandes analyses et de remises en cause des principaux modèles d’interprétation, dépendante de l’exhaussement de certaines périodes – le laboratoire quarante-huitard apparaît d’autant plus comme un laboratoire que de nombreux travaux lui ont été consacrés – au risque de relativiser la dimension d’autres phases moins connues parce que moins étudiées – que sait-on vraiment de la République au village dans les dix premières années de la Troisième République ? –, plus attentive aux recompositions à gauche qu’aux acculturations à droite, elle offre aujourd’hui un tableau éminemment composite. Un tableau où les anciennes fausses évidences de l’opinion laissent place à ce que des analyses privilégiant seuils et singularités permettent d’entrevoir : la fragilité de la politisation.

⁵⁰ Salmon Frédéric, op. cit., p. 37.